



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 27

Mars - März

Marzo 2010

Tirage/Auflage/Tiratura:
20'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

Exposition du concours d'affiches

Pour le **remplacement** des **expérimentations animales** par de **nouvelles** **méthodes substitutives**

Mercredi 24 mars à Genève, Galerie ANIMISTespace. Vernissage de 18h00 à 21h00, remise des prix à 19h00 **pour les affiches francophones**.

Mercredi 31 mars à Zurich, centre culturel Kunstraum Walcheturm. Vernissage de 18h00 à 21h00, remise des prix à 19h00 **pour les affiches allemandes**.

Contenu en français p. 2 à 11

STOP...



Ausstellung Plakatwettbewerb

Für die **Ersetzung** von **Tierversuchen** durch **neue** **Alternativmethoden**

Mittwoch, 24. März 2010 in Genf, Galerie ANIMISTespace. Vernissage von 18:00 bis 21:00 Uhr, Preisverleihung der **französischsprachigen Plakate** um 19:00 Uhr.

Mittwoch, 31. März 2010 in Zürich, Kunstraum Walcheturm. Vernissage von 18:00 bis 21:00 Uhr, Preisverleihung der **deutschsprachigen Plakate** um 19:00 Uhr.

Inhalt Deutsch S. 12 - 21

Esposizione dei progetti del concorso di manifesti

Per la **sostituzione** delle **sperimentazioni animali** con **nuovi metodi sostitutivi**

Mercoledì 24 marzo a Ginevra, Galleria ANIMISTespace. Vernissage dalle 18.00 alle 21.00 e consegna dei premi alle 19.00 **per i manifesti francofoni**.

Contenuto in italiano, p. 22 – 29

Mercoledì 31 marzo a Zurigo, Centro culturale Kunstraum Walcheturm. Vernissage dalle 18.00 alle 21.00 e consegna dei premi alle 19.00 **per i manifesti svizzeri tedeschi**.

ANIMespace**IST**

Avenue Louis-Aubert 4, 1206 Genève, T +41 (0)22 346 16 07
info@animistespace.ch www.animistespace.ch

Kunstraum Walcheturm

Kanonengasse 20, 8004 Zürich, T +41 (0)43 322 08 13
info@walcheturm.ch www.walcheturm.ch

Edito



Chers Membres, Chers amies et amis de la Ligue,

Comme l'annonce la couverture du journal, les projets reçus pour notre concours d'affiches seront prochainement exposés.

La remise des prix pour les affiches francophones

aura lieu à Genève le mercredi 24 mars 2010 à la Galerie ANIMISTespace. Le vernissage aura lieu de 18h00 à 21h00, la remise des prix se fera à 19h00. Les affiches seront ensuite exposées le jeudi 25 et vendredi 26 mars de 13h30 à 19h30 et le samedi 27 mars de 16h00 à 19h30.

La remise des prix pour les affiches alémaniques

aura lieu à Zurich le mercredi 31 mars 2010 au centre culturel Kunstraum Walcheturm. Le vernissage aura lieu de 18h00 à 21h00, la remise des prix se fera à 19h00. Les affiches seront ensuite exposées le jeudi 1, vendredi 2 et samedi 3 avril de 13h00 à 18h00.

Nous espérons vous accueillir nombreux lors de ces remises de prix, qui vous permettront de découvrir les deux affiches primées qui illustreront notre prochaine campagne d'affichage public. Les 1200 affiches au format F4 (89,5x128 cm) et F12 (268,5x128 cm) seront visibles dans les cantons de Zurich, Bâle, Berne, Vaud, Genève, Fribourg, St Gall, Valais, Neuchâtel et Argovie, du 19 mai au 2 juin 2010.

Pour celles et ceux qui ne pourront pas être présents lors de la remise des prix mais qui souhaiteraient voir les différents projets envoyés, nous avons décidé de profiter de l'exposition des affiches à la Galerie ANIMISTespace pour y organiser notre prochaine Assemblée Générale, le samedi 27 mars 2010 à 14h00. La convocation, l'ordre du jour et le plan pour accéder à la Galerie sont publiés en dernière page.

Vous trouverez également dans ce journal les comptes de la Ligue en pages 30 et 31, et notre rapport d'activité 2009. Cette année, il se veut détaillé et rempli presque à lui seul ce journal. Nous espérons ainsi vous offrir une vue d'ensemble des activités qui nous occupent tout au long de l'année. C'est également l'occasion de vous faire part de nos impressions et sentiments sur certains sujets. Si l'un d'entre eux vous interpelle, nous accueillerons avec plaisir votre point de vue par retour de courrier ou courriel.

Nous vous souhaitons une bonne lecture, et dans l'attente de vous retrouver prochainement, nous vous adressons à toutes et à tous nos meilleures pensées.

Le Comité

Rapport d'activité 2009

Travail administratif

Secrétariat et bureau: Max Moret, Président de la Ligue, est présent au bureau tous les matins de 8h00 à 11h00. Il assure le suivi des dossiers et garantit la bonne marche de la Ligue. Luc Fournier, Vice-président, est présent tous les lundis et mercredis. Il s'occupe de la rédaction et mise en page du journal et d'autres publications, du site Internet et des actions dans le domaine de l'expérimentation animale.

Depuis 2007, le poste à 100% du secrétariat est réparti entre Marina Zumkeller et Maja Schmid. Il s'agit du seul poste salarié de la Ligue. En juin 2009, Marina a réduit son temps de travail de 40 à 30%. Elle s'occupe principalement de la comptabilité et assure une permanence au bureau les mardis après-midi et vendredis. Maja ayant augmenté son activité à 70%, elle est maintenant présente tous les lundis, mardis matin, mercredis et jeudis. Parlant couramment allemand, français et anglais, ayant des notions d'italien, elle gère le secrétariat administratif et représente la Ligue lors des réunions en suisse alémanique. Le poste annuel à 100% est rétribué net Fr 65'434--. Le montant de Fr 97'398-- inscrit au poste « Salaires et charges » comprend les charges sociales et assurances obligatoires.

Depuis plusieurs années, l'activité administrative de la Ligue augmente de façon continue. Nous recevons quotidiennement de nombreux appels téléphoniques, courriers ou mails, dont beaucoup doivent être traités rapidement. La gestion et l'enregistrement des nouveaux membres, le suivi administratif des actions en cours ou l'organisation d'événement nécessite que le Comité puisse compter sur un secrétariat efficace. A titre d'exemple, l'organisation de la manifestation ZUGETIVE à Fribourg a engendré l'échange de dizaines de courriers aux administrations fribourgeoises et plusieurs centaines de mails entre les trois associations organisatrices. Concernant l'envoi de courriers ou mails par nos membres, nous essayons d'y répondre au plus vite. Si un envoi n'a pas reçu de réponse dans la



Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993

IMPRESSIONS Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnu d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH-1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**

Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 : **Permanence en français :** du lundi au vendredi. **Permanence en allemand :** lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien :** mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.

de la Ligue suisse contre la vivisection

semaine qui suit, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Il est possible que nous ne l'ayons pas reçu, particulièrement si c'est un mail. Nos filtres anti-spams peuvent parfois supprimer par erreur un message avant sa réception.

Comptabilité: Chaque année, nos comptes sont contrôlés par la fiduciaire M.E.F. et soumis au Département des Finances de Genève. Cela nous permet de bénéficier de l'exonération fiscale. Nous en profitons pour vous rappeler que vous avez la possibilité, selon la loi en vigueur dans votre canton, de déduire de votre déclaration fiscale tous les dons (généralement) d'un montant supérieur à Fr 100.-- faits à la Ligue. Pour connaître les modalités de déduction, il vous suffit de contacter votre administration fiscale.

Finances

Cette année, la Ligue affiche un déficit de recette de Fr 58'424--. Etant donné les avoirs de la Ligue, ce déficit n'est en lui-même pas problématique et s'explique par les nombreuses actions menées en 2009. Il faut également savoir que plusieurs legs, dont la Ligue est tout ou partie bénéficiaire, sont en cours de traitement auprès d'études notariales en Suisse et à l'étranger.

A la lecture des comptes, on se rend d'ailleurs compte que les legs constituent une grande partie des revenus de la Ligue. Cela est en partie dû à la cotisation annuelle assez modeste de Fr

15.--, restée inchangée depuis une vingtaine d'années. En maintenant une cotisation peu élevée, il est vrai que nous limitons les rentrées d'argent par ce biais. Mais nous donnons également la possibilité à chaque personne qui le souhaite de manifester son opposition à la vivisection et de participer à l'organisation de la Ligue, quel que soit l'état de sa situation financière. Nous espérons que nos finances seront toujours suffisantes pour nous permettre d'agir ainsi, et remercions sincèrement toutes les personnes qui ont eu la générosité de penser à la Ligue au moment de leurs rédactions testamentaires.

Journal

Sur les quatre éditions annuelles, excepté le journal de mars qui comprend les comptes et s'adresse prioritairement aux membres de la Ligue, les trois autres éditions font régulièrement l'objet d'une distribution tous ménages. En 2009, le journal de juin, imprimé à 140'000 exemplaires a été distribué dans le canton de Zurich. Celui de septembre a été distribué à 74'000 exemplaires dans le canton de Fribourg, pour annoncer la manifestation ZUGETIVE qui allait prochainement s'y dérouler. Le journal de décembre a été distribué à 130'000 exemplaires dans le canton de Genève, en raison de la tentative de réintroduction de la chasse par un



amendement de la commission des finances de ce canton.

Vu le peu d'empressement des médias à soutenir la cause des animaux dans les laboratoires, la diffusion tous ménages de nos journaux nous permet ainsi de toucher un large public et à moindre prix, l'impression de notre journal étant peu onéreuse. Cela est dû au fait qu'il est imprimé en grand nombre et en format tabloïd sur des rotatives offset, ou «papier journal».

Le coût de revient pour un exemplaire se décompose comme suit : impression quadri recto-verso du journal de 32 pages: Fr 0.16, impression du bulletin de versement: Fr 0.07, encartage et conditionnement : Fr 0.03, envoi par poste Fr 0.50. Total : 76 centimes par journal, adressé à nos membres. Concernant les journaux distribués en tous ménages, les coûts de production de 26 centimes par journal sont à additionner aux coûts de distributions, facturés en moyenne Fr 90.-- les mille exemplaires.

Si on peut parfois regretter l'aspect papier journal de notre trimestriel, qui ne met peut-être pas en valeur son contenu, il s'agit clairement de la solution la moins onéreuse pour une distribution à grande échelle.

Shop et documentation

DVD : Le bureau a finalisé le transfert sur DVD de ses principaux films archivés sur vidéo. Neuf DVD regroupant treize films en français, allemand ou anglais sont à la disposition du public, pour un prêt de 30 jours. Un extrait de chacun des films peut également être

Mailing de nos cartes

Cette année encore, les trois cartes peintes par l'artiste Hans Hofstetter ont eu beaucoup de succès. Nous le remercions pour la somme extrêmement « modique » qu'il nous demande, au vu du travail que représente la réalisation de ces trois œuvres.

Pour rappel, nous effectuons trois envois de cartes sous forme de mailing, en février à environ 60'000 nouvelles adresses, puis en juin et novembre à 40'000 adresses connues. Ce mailing est effectué depuis plusieurs années en collaboration avec une société spécialisée, et vise principalement à faire connaître nos activités. Ces mailing assurent une rentrée importante d'argent, puisqu'en moyenne, 8 à 10% des envois suscitent un don, pour un montant moyen de Fr 30.--.

En 2009, Fr 311'740-- ont pu être récoltés par ce biais. Après déduction des frais généraux (frais postaux, impressions etc.), le bénéfice net est de Fr 156'666.--.

Nous vous rappelons que ce mailing vous est aussi envoyé à titre de Membres. Pour cette raison, nous joignons depuis 2008 un deuxième bulletin de versements dans nos mailings. Le premier (CP n°01-20089-8) est destiné aux personnes souhaitant nous faire un don tout en restant « anonyme », ce qui est le souhait d'un certain nombre de donateurs. Le deuxième (CP n°12-2745-6) vous permet de nous faire un don nominatif ou de vous acquitter de votre cotisation annuelle. Ce deuxième CP étant géré directement par la Ligue, merci de l'utiliser de préférence. Il nous facilite notamment la tâche pour rédiger les attestations qui vous permettent de déduire vos dons de votre déclaration fiscale.



visionné sur notre site internet, sur la page « édition ». Il est possible que certains DVD ne soient pas compatibles avec le lecteur utilisé. En ce cas, l'envoi du film original sur K7 vidéo reste possible. Le montage des films sur DVD, duplication et impression des pochettes a été effectué par le bureau de la Ligue. Seule la numérisation des données a dû être sous-traitée, pour un coût de Fr 400.--

T-Shirt : Un nouveau modèle est venu rejoindre les quatre T-Shirt sortis fin 2008. Il s'agit de la version allemande (Verstehen und Abschaffen) du modèle français « Comprendre et abolir » qui a beaucoup de succès. Plusieurs tailles de différents modèles ont été épousées en cours d'année. Une réimpression n'est pas prévue pour le moment.



Membres

La Ligue a accueilli 1079 nouveaux membres en 2009. Nous leur souhaitons la bienvenue et les remercions chaleureusement pour leur engagement. Nous accueillons également ces nouvelles inscriptions comme un encouragement à poursuivre nos activités.

Rencontres du Comité

Le Comité national s'est réuni les 28 mars et 14 novembre 2009 au siège de la LSCV à Genève. L'attribution d'aides financières aux développements de méthodes alternatives, des soutiens ponctuels à plusieurs refuges en difficulté et diverses actions ont notamment été décidés. Tout au long de l'année, des séances de travail ont été tenues par plusieurs Membres du Comité afin d'assurer le suivi des actions en cours. Le Comité regroupe actuellement les personnes suivantes :

Président : Maxime MORET, Vice-président : Luc FOURNIER, Trésorière : Marina ZUMKELLER, Membres : Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT et Suzanne WACHTL.

VETO

Pour mémoire, le VETO, dont le siège est à Zurich, regroupe plusieurs associations suisses de protection des animaux. Fondé en 1956, il a été réactivé en 1985 sous le nom « VERBAND TIERSCHUTZ - ORGANISATIONEN SCHWEIZ » (Fédération protection des animaux – Organisation Suisse). Selon ses statuts, qui lui permettent de bénéficier de l'exonération fiscale, ses membres agissent bénévolement et l'organisation ne vise aucun but commercial. La Ligue est membre du VETO depuis sa création et notre contribution annuelle pour son fonctionnement se monte à Fr 1'250--.

Cinq associations sont actuellement membres du VETO. Outre la Ligue, il s'agit de Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Tierschutzbund Zurich et Ocean Care. Maja Schmid et Suzanne Wachtl ont représenté la Ligue auprès du VETO qui a tenu 4 séances en 2009. Les séances du 12 janvier, 6 juillet et 17 novembre se sont déroulées au siège du VETO. La séance du 17 mars s'est déroulée à Berne à l'occasion de la journée parlementaire.

Durant l'année en cours, le VETO a soutenu financièrement la campagne alémanique contre la fourrure qui vise la promotion du label « Pelzfrei » et déposé le 28 mai 2009

à l'ambassade d'Espagne à Berne les 24'000 signatures de sa pétition pour l'abolition de la corrida.

Nous avons également eu la tristesse d'apprendre le 10 août 2009, le décès de Susi Goll, Présidente du VETO. Active depuis une trentaine d'années dans la défense des animaux, son engagement avait grandement contribué à la réactivation et la nouvelle organisation du VETO.

Des infos plus détaillées sur les activités du VETO peuvent être consultées sur son site Internet à l'adresse : www.veto-schweiz.org

Journées des Parlementaires



Maja Schmid et Suzanne Wachtl représentent également la Ligue lors des réunions du Groupe Parlementaire de protection des animaux. Celles-ci ont lieu à Berne, généralement lors des trois sessions fédérales.

Malheureusement, la seule séance qui a eu lieu en 2009 était celle du 17 mars. A cette occasion, le Dr H.Wyss, directeur de l'Office vétérinaire fédéral (OVF) et le Dr J.Schmidt, directeur adjoint, s'étaient déplacés pour discuter des traitements possibles suite aux cas de maladies de la langue bleue qui ont touché plusieurs élevages bovins. La deuxième intervention concernait le mode de castration de porcelets, par intervention chirurgicale sous anesthésie ou par administration d'un vaccin.

Après la révision de la loi (LPA) et l'ordonnance (OPA) sur la protection des animaux qui ont beaucoup occupé le Parlement entre 2002 et 2007 et assuré une bonne participation des parlementaires aux conférences du groupe protection des animaux, l'intérêt pour celui-ci s'amenuise depuis 2008. Seuls 6 parlementaires étaient présents pour la séance du 17 mars. Quant à celle prévue le 10 juin suivant, elle a dû être annulée, aucun parlementaire ne s'étant inscrit pour y participer. L'activité du groupe protection des animaux a été mise en veille depuis cette date. On peut comprendre qu'au vu des nombreux dossiers à traiter, nos élus concentrent leurs intérêts sur ceux qui sont d'actualité, mais la situation est assez regrettable. Il faut rappeler que ces journées parlementaires sont pour nous l'occasion de rencontrer les 200 conseillers nationaux et 36 conseillers aux Etats. Ce sont eux qui, au final, sont amenés à voter les lois qui permettent de mieux protéger les animaux dans notre pays. Pouvoir les sensibiliser sur certains sujets et motiver leurs votes en faveur de nos actions est primordial. Malgré tout,

il ne faut pas baisser les bras et souhaiter que 2010 soit l'occasion de mettre en place une nouvelle dynamique pour rendre ces rencontres à nouveau attractives.



Nous remercions particulièrement la Conseillère nationale verte Maja Graf (BL) pour son engagement. Présidente du groupe protection des animaux, elle



Fonctionnement de notre Parlement

Pour les personnes qui ne connaissent pas le fonctionnement de nos institutions, en voici une brève explication :

Les conseils

L'Assemblée fédérale suisse constitue ce qu'il est convenu d'appeler un parlement de milice. Les députés sont tenus de siéger quatre fois par an pendant les trois semaines que dure chaque session ordinaire de l'Assemblée fédérale (auxquelles s'ajoutent, le cas échéant, les sessions extraordinaires et les sessions spéciales), de participer dans l'intervalle à nombre de séances de commissions, de groupes parlementaires ou de groupes de travail, et enfin de se consacrer à la nécessaire préparation des dossiers.

Le Conseil national

Représentant le peuple, le Conseil national compte 200 sièges. Chaque canton constitue une circonscription électorale qui élit au moins un député, même si sa population est inférieure à la moyenne nationale d'habitants pour un siège, qui est actuellement de 36'000 habitants. Les conseillers nationaux sont élus au scrutin proportionnel.



Le Conseil des États

Représentant les cantons, le Conseil des États compte 46 sièges répartis à raison de 2 sièges pour chacun des 20 cantons et d'un siège pour chacun des demi-cantons (Obwald, Nidwald, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Appenzell Rhodes-Extérieures et Appenzell Rhodes-Intérieures). Ainsi Zurich, qui compte 1 million d'habitants, élit deux conseillers aux États, tout comme Uri qui a moins de 36'000 habitants.

L'Assemblée fédérale (Chambres réunies)

Assemblée constituée des deux conseils convoqués par la conférence de coordination siégeant sous la présidence du président du Conseil national.

assure avec beaucoup d'énergie son mandat et intervient régulièrement sous la coupole en faveur des animaux. Nous rappelons également que c'est nous qui décidons quels parlementaires siégeront durant quatre ans à Berne. Il est, à cette occasion, important de se mobiliser pour soutenir les candidats qui soutiennent la protection des animaux, et de faire barrage aux candidats qui y sont ouvertement opposés. En 2008, le conseil national a perdu une de ses membres les plus actives dans la défense des animaux. La députée socialiste Barbara Marty Kälin n'a pas été réélue par les électeurs zurichoises et son absence sous la coupole est toujours regrettée. Pour connaître les prises de positions des parlementaires sur le thème de la défense des animaux, la base de données consultable à partir de l'outil « recherche » sur la page d'accueil du Parlement (www.parlament.ch) est très instructive. En tapant des mots-clé comme « protection des animaux », on peut accéder aux objets qui s'y réfèrent. Nous remercions également la société des vétérinaires suisses (GST-SVS), qui prend en charge depuis de nombreuses années le secrétariat et l'organisation des réunions du groupe parlementaire.

Commissions

L'activité nationale de la ligue nous donne la possibilité de proposer des candidats pour siéger au sein de certaines commissions fédérales, mais également cantonales, notamment à Genève où la Ligue a son siège.

En juin 2009, nous avons proposé la candidature du Dr Daniel Favre, biologiste et spécialiste en méthodes substitutives, pour siéger dans la **Commission fédérale sur l'expérimentation animale**. Le 28 octobre, nous avons reçu une réponse négative de l'OVF, préférant «une autre candidature». Pour justifier son refus et la nomination d'un seul représentant de protection des animaux, alors que deux postes sont à repourvoir (!), l'OVF s'abrite derrière un décompte assez fantaisiste. Malgré tout, notre marge de manœuvre pour imposer Daniel est réduite. Nous sommes toujours en attente d'informations complémentaires pouvant nous permettre d'envisager une intervention plus musclée.

Daniel a par contre été nommé dans la **Commission vaudoise sur l'expérimentation animale**. Il y représente la Ligue depuis le 1er janvier 2009. Son activité a semble-t-il « bouleversé » certaines habitudes. Soumis au secret de fonction, il œuvre actuellement pour résoudre lui-même les problèmes auxquels il est confronté. Mais le bureau lui assure son soutien total et se tient prêt à intervenir si nécessaire.

Plus réjouissantes, sont les nouvelles concernant la **Commission genevoise sur l'expérimentation animale** (CCEA). Pour rappel, la Ligue avait interpellé le 19 novembre 2008 le Conseil d'Etat genevois pour demander la dissolution de la commission (anciennement SCSEAV), en raison de graves dysfonctionnements (lire ci-contre). Suite à ce courrier, les deux représentants de milieux scientifiques qui refusaient jusqu'alors de démissionner auraient été « aimablement » priés de le faire, la commission ayant ensuite été dissoute fin 2008.

A l'occasion de la création de la nouvelle Commission (CCEA) en mars 2009, la Ligue a soumis la candidature de Luc Fournier, qui représentait déjà la Ligue depuis plusieurs années au sein la SCSEAV. Sa candidature a été acceptée, ce qui

Concerne : Fonctionnement de la sous-commission de surveillance des expériences sur les animaux vivants (SCSEAV)

Monsieur le Président,
Messieurs les Conseillers d'Etat,

Le droit fédéral exige d'un canton qui autorise des expérimentations animales, qu'il institue une commission pour les expériences sur les animaux, « formée de spécialistes, indépendante de l'autorité » (art.18 LPA). L'article 62 de l'OPA précise le fonctionnement de cette commission : « L'autorité cantonale transmet les demandes (d'expérimentations animales) pour examen, à la commission pour les expériences sur animaux et elle prend une décision sur la base du préavis de la commission ». La commission est également amenée « à participer au contrôle des animaleries et de l'exécution des expériences sur animaux ».(...)

Les buts et objectifs de cette commission sont multiples.

En premier lieu, les diverses compétences de ses membres peuvent permettre à l'autorité d'évaluer le bien-fondé d'une demande, dans les cas où un domaine est peu ou mal connu. Il s'agit alors de s'assurer de la pertinence scientifique d'une demande, en regard des maux ou douleurs qu'elle peut provoquer aux animaux. Il s'agit également de s'assurer que la procédure prévue par le laboratoire, notamment celle qui concerne le nombre d'animaux utilisés, la taille des groupes et l'exécution des divers points d'études est conforme à la législation (art.61 OPA).

Dans les faits

Malheureusement, nous déplorons qu'aucune des mesures précédemment décrites ne soit appliquée dans notre canton, et sommes scandalisés par l'absence totale d'activité de la SCSEAV. Depuis plusieurs années, il apparaît clairement que cette sous-commission, à l'exception de nos représentants, n'émet plus de préavis, ni n'effectue de contrôle. Ceci, malgré le fait que notre représentant, M.Luc Fournier (...), ait rappelé à plusieurs reprises que l'absence d'activité de cette sous-commission n'était pas acceptable en regard du cahier des charges fixé par la législation. (...) La représentante des vétérinaires genevois a répondu qu'elle n'était « pas compétente pour juger tous les aspects » d'une demande. La Présidente quant à elle indiquait « qu'elle n'arrive pas à tout lire ». Concernant le travail lié à l'étude des demandes, le représentant de l'université, déclarait « qu'il n'est pas possible de le confier aux membres », « d'autant plus (qu'il) trouve ce type de travail absurde » !

(...) après que notre représentant ait une fois encore regretté l'absence de participation des autres membres à l'étude des demandes, la Présidente de la SCSEAV répondait par mail le 27 février 2008 : « Concernant le regret de M.Fournier du manque de participation des membres de la commission aux divers préavis, je pense que chacun doit faire ce travail comme il l'entend et comme il trouve le temps pour. Si un membre donne la réponse « sans commentaire » il en a probablement pas à faire et c'est à mon avis son droit ».

La centaine de nouvelles demandes d'expérimentations animales soumises chaque année à la SCSEAV seraient-elles à ce point tellement bien formulées par les scientifiques qu'elles ne justifient aucune intervention de la part des commissaires ? Entre le 1er février 2006 et le 1er juin 2007 (...), nos deux représentants ont étudié avec un soin particulier 116 des demandes transmises par l'autorité cantonale pour préavis. Parmi celles-ci, 105 demandes ont fait l'objet d'un courrier (...). Dans 34 cas, les propositions de modifications ont été spontanément acceptées par les laboratoires concernés, ce qui a permis de supprimer l'utilisation de 4'506 animaux. Si dans plus d'un cas sur quatre, une intervention était donc clairement justifiée, il apparaît que durant cette période, aucun préavis n'a été émis par un autre membre de la SCSEAV. Aucune des 34 réductions d'animaux obtenues n'a d'ailleurs suscité le moindre intérêt ni la moindre discussion au sein de la SCSEAV (...). Constatant six mois plus tard qu'aucune modification de son fonctionnement n'était intervenue, M.Fournier a proposé le 8 octobre 2008 à chacun des membres de démissionner de la SCSEAV afin de permettre sa dissolution. A l'issue du délai de réflexion fixé au 30 octobre 2008, deux des représentants de l'université (...) n'avaient pas répondu favorablement à cette proposition.

Nous ne pouvons que regretter que les membres de la SCSEAV n'aient pas saisi cette occasion pour prendre leurs responsabilités et mettre ainsi un terme à cette mauvaise comédie. Il apparaît clairement que seule la dissolution de cette sous-commission et le remplacement des membres qui ne peuvent faire état d'une activité satisfaisante, sera à même de mettre fin à cette situation inacceptable (...).

Pour ces raisons et au vu de ce qui précède, nous vous remercions par avance, Monsieur le Président, Messieurs les Conseillers d'Etat de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

- 1) Entre le 1er novembre 2007 et le 1er novembre 2008, la SCSEAV a reçu de l'autorité 67 nouvelles demandes d'expérimentations animales, pour étude. Combien de préavis la SCSEAV (représentants de la LSCV excepté) a-t-elle émis durant cette période ?
- 2) Entre le 1er novembre 2007 et le 1er novembre 2008, combien de contrôles d'animaleries ou d'expériences ont été effectués par les membres de la SCSEAV (représentants de la LSCV excepté) ?
- 3) Au vu des informations obtenues aux questions 1 et 2, le Conseil d'Etat est-il satisfait du travail de la SCSEAV ?
- 4) En cas de réponse négative, quelles mesures compte-t-il prendre pour mettre fin à cette situation ?

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente et dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Messieurs les Conseillers d'Etat, nos salutations distinguées.

Thônex, le 19 novembre 2008. Maxime Moret, Président

est plutôt satisfaisant étant donné qu'il est le seul membre de l'ancienne commission à avoir été renommé. La composition de la commission a également été revue et comprend maintenant un spécialiste des méthodes substitutives et une bio-éthicienne. Selon Luc, cette commission fonctionne maintenant de façon satisfaisante, au regard de la faible marge de manœuvre que laisse l'application de la loi. Malgré cela, il faut saluer le fait qu'en 2009, 8'000 animaux ont pu être retirés des projets d'expériences déposées par les scientifiques de ce canton. Sans une étude minutieuse de ces demandes, ces 8'000 animaux auraient fini dans des laboratoires, pour certains en subissant des expériences très douloureuses.

La Commission neuchâteloise sur l'expérimentation animale semble toujours en suspens. Le 26 novembre 2008, nous avions soumis la candidature de Michèle Loisel pour siéger dans cette commission, afin de mettre un terme à son fonctionnement scandaleux. Le service vétérinaire nous avait avisés que cette commission allait cesser ses activités en 2009, que l'étude des protocoles serait déléguée à une autre commission cantonale. A notre connaissance, si la commission a effectivement été suspendue, aucune autre commission n'a pour l'instant repris son travail. La délivrance d'autorisations d'expérimentations animales est donc suspendue, ce qui doit faire enrager les scientifiques neuchâtelois bloqués dans leurs recherches, mais ne peut que nous réjouir ! S'ils ne sont pas contents, nous ne pouvons que les encourager à abandonner au plus vite leurs stupides expériences et à s'engager dans une voie qui soit réellement au service de la santé publique et sans souffrance animale.

En plus de leurs séances de travail cantonal, Daniel et Luc ont participé aux deux réunions annuelles du **KTT** (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Celui-ci regroupe les membres actifs de protection des animaux siégeant dans les commissions des cantons de Bâle, Zurich, Berne, Vaud, Genève et Fribourg. La première a été organisée par le Stiftung für das Tier im Recht

Nous recevons parfois le «conseil» d'autres organismes de protection des animaux de nous retirer de ces commissions. Certaines pensent ainsi rester «intègres», en refusant le «compromis avec les vivisecteurs». Ces déclarations consternantes ont le don de nous mettre en colère. La pratique de la chaise vide ne favorise que les vivisecteurs et certainement pas les animaux. Ces conseils proviennent généralement de bien-pensants confortablement installés dans leurs fauteuils. Ils oublient qu'au moment de leurs déclarations, des milliers d'animaux expérimentés souffrent dans nos laboratoires. La loi est faible, elle protège insuffisamment les animaux d'un tas d'expériences finalement inutiles et dont les résultats finiront dans un tiroir. Mais toute souffrance pouvant immédiatement être évitée se doit de l'être. Les 8'000 animaux supprimés en 2009 dans le canton de Genève sont une goutte d'eau, mais elle est une réalité. Il ne fait aucun doute que les scientifiques qui font de la recherche dans ce canton préféreraient eux aussi, avoir une commission alibi, comme celle du Tessin, des Grisons, de Lucerne ou de Neuchâtel. Notre rôle est au contraire de continuer à nous battre, pour que les soi-disant «représentants de protection des animaux» qui siègent dans ces commissions, sans trop savoir quoi y faire, soient remplacés au plus vite.



(TIR) à Zurich le 29 avril 2009, la seconde a eu lieu au siège de la Protection suisse des animaux (STS) à Bâle le 11 novembre 2009. Ces réunions sont l'occasion de discuter de dossiers ou problèmes rencontrés au sein des commissions cantonales, les membres de protection des animaux y étant toujours minoritaires. C'est également l'occasion de tisser des liens entre membres d'associations provenant de toutes la Suisse.

Commission genevoise pour la protection des animaux (CCCPA)

Le fonctionnement de cette commission reste unique en Suisse, puisqu'elle permet depuis une vingtaine d'années à ses membres, de contrôler toutes les exploitations détenant des animaux à des fins professionnelles. Il s'agit des chenils, chatteries, commerces et parcs zoologiques, élevages d'animaux de rente (vaches, porcs etc.), manèges équestres etc. En cas de suspicion de mauvaise détention, à la différence de nombreux autres cantons, il n'est pas nécessaire de supplier le vétérinaire cantonal du coin pour espérer un «contrôle» de sa part. Encore moins pour obtenir un compte-rendu du contrôle effectué, généralement refusé sous prétexte de protection des données. A Genève, la CCCPA peut se rendre dans n'importe quel lieu, à n'importe quel moment et sans annoncer sa visite. Un rapport de contrôle est ensuite communiqué à l'autorité cantonale, qui informe ensuite la commission des mesures ou sanctions qui ont été prises. Cette

situation de transparence, explique le peu d'infractions graves constatées ces dix dernières années. Parmi les 10 membres de cette commission, qui regroupe un zoologue, des éleveurs, deux vétérinaires et deux représentants de la protection des animaux, Luc y représente la Ligue et y siège depuis 1997. Il préside également l'activité de contrôle des animaux de rente.

Malheureusement, cette situation exceptionnelle pourrait bien prendre fin prochainement. Le nouveau vétérinaire cantonal, nommé fin 2007, semble mal s'accorder de l'existence de cette commission, qui finalement l'oblige à faire son travail. Il œuvre tranquillement –et assez maladroitement– depuis 2008 pour la suppression de la CCCPA, qui pourrait être officiellement annoncée courant 2010. La Ligue a déjà réagi en mai 2009 en interpellant le Conseil d'Etat, avec le soutien de la plupart des autres membres de la commission. En cas de suppression de la CCCPA, nous avons prévu plusieurs actions publiques visant à rétablir son activité. Plus d'informations devraient être disponibles dans notre prochain journal.

Luc représente également la Ligue depuis 2006 dans la **Commission pour la diversité biologique** et dans la **sous-commission de la Faune**. La chasse étant interdite dans ce canton depuis 1974 suite à une votation populaire, le rôle de la sous-commission consiste notamment à trouver des solutions permettant d'éviter le tirs d'animaux sauvages, lorsque ceux-ci sont en surabondance ou créent des dégâts aux cultures.

Prise de position

Depuis quelques années, la Ligue s'efforce de participer à la mise en consultation des textes législatifs touchant le domaine des animaux, par le Conseil fédéral ou ses administrations. **En 2009, nous avons communiqué notre prise de position concernant trois ordonnances:** Les deux premières étaient en consultation du 12 février au

14 avril et concernaient le recensement des expérimentations animales dans une banque de données en ligne, et le contrôle de la production d'animaux transgéniques dans les laboratoires. Notre prise de position a été rendue publique sous la forme d'un communiqué de presse commun, avec les organismes alémaniques Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Stiftung für das Tier im Recht et le Zürcher Tierschutz. Un compte-rendu de cette prise de position a été publié dans le journal n°24 du mois juin 2009.

L'OVF a publié en septembre 2009 son rapport sur la mise en consultation de ces deux ordonnances. On peut lire que les 80 avis qui lui sont parvenus provenaient de 17 cantons, 1 parti politique (radical), 2 vétérinaires cantonaux, 2 commissions cantonales d'expérimentation animale, 4 entreprises pharmaceutiques, 7 universités et EPF et 12 organismes de protection des animaux. La position de chacun y est assez clairement détaillée et ces deux rapports peuvent être consultés sur la page d'accueil de notre site internet en accédant au mois de septembre 2009. Les ordonnances ne devraient pas être finalisées d'ici la fin de l'année 2010.

Notre troisième prise de position a été communiquée le 19 novembre 2009, et concernait la modification de l'ordonnance agricole sur la déclaration. Notre position visait principalement à appuyer le travail fait dans ce domaine par l'organisme KAGfreiland.

Soutien aux méthodes alternatives (ou substitutives)

Chaire d'enseignement des méthodes alternatives

Suite aux démarches d'Egon Naef, c'est finalement l'Université de Genève qui a été choisie pour accueillir en Suisse la première chaire consacrée à l'enseignement des méthodes alternatives. Le rectorat s'engageait à prendre en charge financièrement divers coûts, mais le montant annuel de Fr 300'000.– servant à financer la structure de formation post-graduée devait être assurée durant cinq ans par des fonds privés. Egon Naef a sollicité plusieurs organismes privés et réussi à réunir le financement convenu. La fondation Doerenkamp-Zbinden versera annuellement Fr 200'000.–, la LSCV Fr 50'000.–, la SVPA Fr 20'000.–, la Fondation Naef Fr 10'000.–, la Fondation Wachtl Fr 10'000.– et la Ligue vaudoise pour la défense des animaux Fr 10'000.–.

La chaire a été inaugurée avec succès le 5 mars 2009 à l'Université de Genève devant plus de 250 scientifiques et étudiants. Le Professeur Cosson, titulaire de la chaire, a présenté ses souhaits et objectifs pour le début des enseignements prévus dès la rentrée universitaire. Un bilan pour cette première année d'enseignement sera publié dans notre journal de septembre 2010.

Nous tenons à remercier une fois encore Egon Naef pour son engagement, son dynamisme et surtout son optimisme ! Sans ces qualités, cette chaire universitaire n'aurait probablement jamais vu le jour.

Recherche et développement

La Ligue a octroyé un nouveau prêt de Fr 50'000.-- à un laboratoire. Celui-ci développe depuis 2006, à partir de tissus humains provenant de biopsies effectuées en milieu hospitalier, des modèles cellulaires permettant d'étudier des maladies du système respiratoire humain. En 2009, la commercialisation de ces modèles a permis de remplacer l'utilisation de milliers de souris

transgéniques, couramment employées pour l'étude de ces maladies.

Synthèse de protéines in vitro

Débuté en 2008, le travail du Dr Daniel Favre au sein du laboratoire de biotechnologie cellulaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), a pris fin en août 2009. Pour rappel, celui-ci devait permettre la synthèse de protéines in vitro, à partir de cultures de cellules sans sérum, dans de grands volumes. La réussite de son travail devait permettre le remplacement des milliers de lapins actuellement utilisés chaque année. Ceux-ci sont d'abords anémisés avec de la phénylhydrazine avant

d'être tués. Leur sang est ensuite récupéré et centrifugé afin de pouvoir en extraire le lysat de réticulocytes qui sert actuellement à la synthèse des protéines.

Les résultats obtenus par Daniel sont un succès. Les cellules ayant poussé en suspension dans des bioréacteurs allant jusqu'à plusieurs litres, ont permis la production de solutions prêtes à l'emploi. Celle-ci permettent tant la synthèse des protéines in vitro par traduction directe d'un ARN messager, que le couplage transcriptionnel/traductionnel avec l'utilisation de plasmides d'intérêt en présence des enzymes additionnelles requises.

Au vu de ces résultats, la production d'un kit commercial peut maintenant être envisagée, le coût de production de tels extraits étant nettement moins cher que l'achat de kits traductionnels produits à partir de sang de lapins anémisés. La Ligue ayant jusqu'à présent financé la totalité du projet pour un montant de Fr 110'000.--un financement plus important est maintenant recherché pour permettre la production du kit. La Fondation Recherche 3R a déjà refusé de participer au financement, notamment pour la raison qu'il «ne permettrait pas de sauver assez de lapins» (!) Ce projet est actuellement en phase d'évaluation auprès d'une firme biotechnologique suisse.

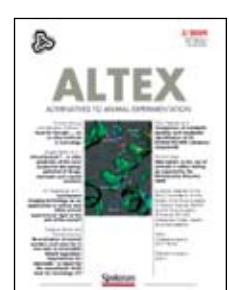
InterNICHE

Il s'agit d'un réseau international regroupant des étudiants et des professeurs militant pour le remplacement des animaux dans la recherche et l'enseignement. En 2009, la Ligue a soutenu à hauteur de Fr 40'000.-- diverses actions ciblées, comme la participation d'InterNICHE à plusieurs séminaires se déroulant en Amérique latine (Pérou, Mexique et Brésil) et congrès, dont le congrès mondial des alternatives de Rome au mois de septembre.

Egalement un projet de film devant être traduit en plusieurs langues, décrivant les possibilités de remplacement des animaux lors d'études vétérinaires (anatomie, chirurgie, pharmacologie etc.).

Revue ALTEX

Principale revue scientifique traitant des méthodes substitutives, elle est éditée en anglais et allemand, et diffusée par abonnement dans le monde entier en version papier ou électronique. Le Dr Daniel Favre est membre de son Comité directeur depuis la création d'ALTEX Edition fin 2006. L'engagement financier annuel de la Ligue se monte à Fr 7'500.--.



ZUGETIVE 2009



Manifestations - ZUGETIVE 2009

«Ensemble contre l'expérimentation animale»

La deuxième édition de notre journée d'action et de démonstration pour l'abolition de la vivisection, organisée conjointement par la Ligue, l'ATRA et l'AGSTG, s'est déroulée sur la Place Georges-Python à Fribourg le 19 septembre 2009. Le compte-rendu de cette manifestation a été publié dans notre journal n°26 du mois de décembre 2009.

Au regard du travail que nécessite l'organisation d'une telle manifestation, on regrette que seules quelques centaines de personnes se soient déplacées à cette occasion. C'est peu, si on le compare aux 30'000 membres que doivent compter nos trois associations réunies. Il est possible que la plupart d'entre nous soient déjà régulièrement sollicités pour participer à de nombreuses activités, de tous types. Mais nous n'organisons qu'une seule fois par année une manifestation de cette ampleur et il est dommage qu'elle ne réunisse pas un plus grand nombre de sympathisants. Ce d'autant plus que mettre sur pied une telle manifestation nécessite un investissement en temps et argent importants. A savoir : échange de courriers avec les différents départements cantonaux pour réservier un emplacement, gérer la gestion des déchets et assurer l'alimentation en eau et électricité du site ; puis démarcher des sociétés pour assurer l'installation et le démontage des tentes, organiser la location ou l'achat du matériel (friteuse, gril, vaisselle compostable, sono etc.) pour assurer le fonctionnement du bar, du restaurant vegan et du déroulement des conférences. Sans oublier l'installation des stands et du matériel d'exposition. Des représentants de la Ligue, ATRA et AGSTG s'étaient rendus sur place en mai 2009 pour faire un repérage des lieux, et Luc avait dû y retourner en août pour négocier avec la police les conditions du déroulement du défilé à travers les rues de Fribourg. Pour finir, les frais totaux liés au déroulement de ZUGETIVE s'élèvent à Fr 10'000.-- (répartis entre les trois organisations) ce qui n'est pas négligeable.

Parallèlement à cette manifestation, une délégation de la Ligue, ATRA et AGSTG, a déposé le 16 septembre 2009 au secrétariat du Grand Conseil fribourgeois, les 19'116 signatures de la pétition «Non aux expériences sur les singes à l'Université de Fribourg». Un courrier explicatif était adressé aux membres de la Commission des pétitions du Grand Conseil. Nous demandions l'arrêt des expériences sur les animaux effectuées par l'Université, et motivions l'intérêt d'y développer à la place, un pôle de recherche dévolu aux méthodes substitutives. Le 4 décembre 2009, cette Commission, qui normalement doit décider de la suite à donner à une pétition dans un délai de cinq mois, nous écrivait que «compte tenu de la complexité du sujet, cet examen pourrait toutefois demander un peu plus de temps. Les membres de la Commission vont utiliser cet intervalle pour affiner leur étude du cas soumis». Action à suivre, donc. Concernant la pétition en elle-même, nous avons regretté ne pas avoir atteint le chiffre symbolique de 20'000 signatures. Bien que le nombre de 19'116 signatures récoltées en trois mois soit déjà remarquable. Mais

Courrier des lecteurs

J'ai pris part à la journée ZUGETIVE du samedi 19 septembre. La manifestation a été belle : les organisateurs ont fait un travail remarquable. Tout y était : stands d'information, conférences, films, nourriture vegan... Le défilé a conclu cette journée sur une note énergique. Tout a été parfait. Mais nous étions si peu nombreux... Pourquoi ?!

Une manifestation est un évènement extrêmement important, voire fondamental, pour faire connaître et avancer une idée. C'est un moyen qui permet de former l'opinion publique. Et il faut que nous soyons nombreux-ses, de tous âges et de toutes conditions, afin que les gens se rendent compte que les partisans de la cause ne sont pas qu'une poignée de marginaux illuminés et vociférants, mais une masse importante de personnes représentatives de la société dans sa globalité. Il s'agit de convaincre une partie suffisamment importante de la population afin de constituer une masse critique dont l'opinion entraînera finalement et inévitablement le changement que nous revendiquons. Plus une manifestation est ample, plus elle intéressera les médias et plus la cause que nous défendons trouvera de l'écho. L'activisme n'est certainement pas la tasse de thé de tout le monde. Mais on peut agir de diverses manières dans le cadre de la même manifestation. L'essentiel est cependant votre présence physique. Elle peut être totalement silencieuse. Et rassurez-vous, si vous n'avez pas le cœur à hurler des slogans lors du défilé, d'autres s'en chargeront à votre place.

Il s'agit de quelques heures de votre vie, qui feront cependant toute la différence pour le sort de milliards d'animaux torturés, massacrés ou exploités dans le monde.

Dans le domaine de la vivisection, les choses avancent, certes, mais encore trop lentement. Je pense qu'il est possible pour chacun-e d'entre nous d'investir un tout petit peu de son temps pour venir manifester publiquement, et soutenir ainsi également le travail des divers organismes qui oeuvrent inlassablement pour que cette forme de torture infâme disparaîsse à tout jamais.

Après chaque manifestation, je suis ressorti grandi, certain d'avoir fait ce qu'il fallait.

Je conclurai par ces mots : «If not you, who ? If not now, when ?»

Olivier Koelliker - 22 septembre 2009

Tout d'abord permettez-moi de vous féliciter pour votre journal. Vous arrivez à prouver qu'il est possible, dans un même journal, d'informer la population de notre pays dans les trois plus grandes langues nationales. Beaucoup d'autres ONG ne peuvent pas en dire autant. J'apprécie également vos courriers personnalisés indiquant ce que vous faites avec les dons que vous recevez. Je vous encourage à continuer votre action contre les souffrances inutiles infligées aux autres créatures vivantes.

Mais personnellement, je regrette la tournure radicale et même violente que certains fanatiques utilisent pour défendre cette cause. Je n'ai pas une haute opinion de M. Vasella, en particulier en raison des revenus exorbitants qu'il s'attribue, comme s'il était le seul à travailler dans cette entreprise, mais je ne peux en aucun cas cautionner les attentats qui ont eu lieu contre lui ou contre sa famille. Ces méthodes ne font pas partie de nos traditions démocratiques. Nous disposons en Suisse de moyens légaux pour protéger nos frères à poils et à plumes de la cruauté. Les attaques dont M. Vasella a été victime sont même, à mon sens, contre-productives et risquent de discréditer la cause plutôt que la renforcer.

Je vous propose donc de prendre, dans le prochain numéro de votre journal, une prise de position sans équivoque condamnant clairement et fermement toute méthode violente.

Vivian Stancheris - 13 octobre 2009

ce qui est dommage, c'est que des feuilles de signatures continuaient à nous parvenir régulièrement plusieurs semaines après la date limite mentionnée sur la pétition. Rien qu'au bureau de la Ligue, une quarantaine de feuilles regroupant plus de 350 signatures nous sont parvenues hors délai, ce qui ne nous est malheureusement d'aucune utilité.

A propos des violences contre NOVARTIS

On se rappelle qu'entre juillet et août 2009, des inconnus se sont livrés à plusieurs actions contre Daniel Vasella, omnipotent dirigeant de la société pharmaceutique Novartis. Après la profanation à Coire de la tombe de sa mère et le vol de ses cendres, c'est son chalet, situé sur un terrain de 4000 hectares dans le Tyrol autrichien et utilisé pour ses parties de chasse qui a pris feu, réduisant en cendres sa «collection» de trophées. Connu principalement du public pour être le dirigeant le mieux payé en Suisse -avec un salaire annuel de 20 millions de francs, l'incendie de son «chalet» a eu l'avantage de le faire connaître sous un jour nouveau: non seulement il gagne sa vie sur la souffrance des centaines de milliers d'animaux confinés dans ses laboratoires, mais en plus il se détend le week-end en s'octroyant quelques abattages supplémentaires au sein de son domaine tyrolien.

Ces actions ont aussi excité l'intérêt des médias. Alors qu'en tant normal la vivisection ne suscite aucun intérêt de leur part, ils n'auront jamais autant parlé de ce sujet. Certains se sont montrés subitement très intéressés par notre manifestation ZUGETIVE, pronostiquant même qu'elle puisse donner lieu à des débordements et des violences contre l'Université de Fribourg. Presse et radios ont donc relayé l'événement, ce qui était plutôt utile pour faire entendre nos revendications.

Malgré tout, les actions lancées contre Daniel Vasella provoquent un certain malaise. Comment peut-on en être réduit à déterrer les cendres d'une défunte pour tenter d'obtenir satisfaction de ses revendications ? Si la vie est sacrée, le respect des morts devrait l'être aussi. A la question de savoir si la fin justifie les moyens, la réponse est clairement non. Nous avons bien conscience qu'utiliser les voies « démocratiques » pour faire changer les choses peut sembler long et fastidieux et que des personnes en soient réduites à s'engager dans des actions violentes pour soulager tout de suite des souffrances animales. Mais des actions de ce type ne devraient jamais atteindre la santé ou la dignité de quiconque.

Stands

Pour la troisième année consécutive, la Ligue était présente au salon « Animalia » au Palais de Beaulieu à Lausanne les 17 et 18 octobre 2009. Pour la première fois, nous y avons également tenu un stand présentant des cosmétiques non testés sur les animaux. Il s'agissait des marques certifiées bio Li Cosmetic, Farfalla et Primavera Life.

Plusieurs stands ont également été tenus au cours de l'année. Nous remercions Suzanne Wachtl pour les nombreux stands, notamment contre la corrida et le foie gras, qu'elle organise depuis de nombreuses années. Ils sont toujours l'occasion de récolter un grand nombre de signatures. Nous remercions également Michèle Loisel et Sylvie Benoît qui tiennent avec régularité et depuis plusieurs années des stands dans le canton de Neuchâtel. Enfin, un remerciement particulier pour Laurianne Nicoulin et Anne Atjecoutay pour leur constante disponibilité pour la tenue de stands et leur participation à l'occasion d'évènements particuliers tels que Animalia ou ZUGETIVE.

La Ligue a également soutenu l'action « Pour une Migros sans foie gras » lancée par l'association « MIGRAS », formée pour l'occasion, dont la plupart des membres sont issus de l'actif groupe militant « Lausanimaliste ». De nombreuses actions ont été lancées principalement en novembre et décembre 2009 : manifestations devant ou dans les commerces, tenues de stands, distributions de tracts etc. Le soutien financier de la Ligue se monte à Fr 5'000.--. Il comprend l'impression de 142'000 cartes postales de protestation, dont 120'000 ont été encartées dans le journal de la Ligue, ainsi qu'une participation aux frais généraux (impression des flyers, banderoles, etc.).

Annonces et publicité

Nos campagnes d'annonces dans les journaux ont principalement ciblé le soutien aux méthodes alternatives. Les difficultés financières



auxquelles la presse doit faire face a au moins eu l'avantage de nous permettre de publier des annonces pleines page, qui sont hors de prix en temps normal. Il s'agissait d'annonces dans des encarts du Blick et l'Hebdo et plusieurs hebdomadiers régionaux.

Quelques annonces contre la fourrure ont également été publiées dans des magazines comme Elle, Paris Match et Jeune et Jolie.

La Ligue a également lancé un concours d'affiches « Pour le remplacement des



expérimentations animales par de nouvelles méthodes substitutives » le 1er décembre 2009. Le délai pour la réception des projets a été fixé au 15 mars 2010. La remise des prix pour les affiches francophones aura lieu le mercredi 24 mars 2010 à la Galerie ANIMISTespace. La remise des prix pour les affiches alémaniques aura lieu le mercredi 31 mars 2010 à Zurich, au Kunstraum Walcheturm. Les remises des prix sont ouvertes au public et nous espérons vous retrouver nombreux lors de ces deux occasions. Les informations sur les horaires et dates des expositions se trouvent sur la page d'accueil de notre site Internet. L'affichage sur la voie publique des 1200 affiches F4 et F12 aura lieu du 19 mai au 2 juin 2010.

Aide aux refuges et campagne de castration

La Ligue soutient chaque année une vingtaine de refuges ou centres de soins pour animaux, et finance des campagnes de castration et stérilisation de chats errants. En 2009, le montant consacré à ces actions a été de Fr 122'618.--, dont Fr 25'873.-- pour les campagnes de castration et prise en charge de frais vétérinaires. Parmi les aides octroyées, celles d'un montant égal ou supérieur à Fr 1'000.-- sont les suivantes :

Berne : Fr 1'000.-- à un centre animalier, Fr 1000.-- à un refuge pour chiens, Fr 3'000.-- à un refuge pour chats. Genève : Fr 1'500.-- à un refuge pour chevaux. Jura : Fr 2'000.-- à un refuge pour animaux. Lucerne : Fr 1000.-- à un refuge pour animaux. Neuchâtel : Fr 3'000.-- pour la prise en charge de frais vétérinaire et aide à la création d'un refuge pour chevaux, Fr 1'000.-- à un refuge pour chats. Tessin : Fr 2'000.-- pour la prise en charge de factures vétérinaires d'un refuge pour chiens. Valais : Fr 1000.-- à un refuge pour animaux. Vaud : Fr 4'000.-- à un refuge pour chevaux.

Toutes ces aides sont délivrées après discussion de chaque cas et approbation de la majorité des membres du Comité national. La plupart des aides sont octroyées à des refuges connus de longue date, pour lesquels la Ligue peut assurer la bonne utilisation des dons perçus. Suzann Karagöz s'occupe également depuis de nombreuses années de la campagne de stérilisation et castration de chats errants du canton de Genève. Les animaux sont castrés et marqués à l'oreille avant d'être relâchés sur leur lieu de capture, puis régulièrement nourris par la suite. En maintenant une population stable de chats sauvages dans un lieu défini, on tente ainsi d'éviter leur prolifération et au final, leur euthanasie ou abattage, comme cela se pratique dans de nombreux cantons par des gardes chasse ou chasseurs privés. Le financement annuel de la Ligue pour cette campagne se chiffre entre Fr 10'000.-- et Fr 15'000.-- Il est exclusivement

consacré au remboursement des stérilisations et castrations effectuées par divers cabinets vétérinaires.

Depuis plusieurs années, la LSCV n'engage plus de fonds à l'étranger pour soutenir des refuges ou campagnes de castration et stérilisation, en raison des difficultés à suivre les projets et à contrôler l'utilisation des dons. Exception faite à un refuge SPA en Haute-Savoie (F) avec lequel la LSCV entretient des liens étroits et collabore dans certains dossiers liés à l'expérimentation animale. En 2009, ce refuge a obtenu Fr 3'000.--, lui permettant de faire face à des frais imprévus.



Nous sommes parfois interpellés sur le soutien financier que nous accordons aux refuges, pour la raison selon laquelle nous ne devrions pas engager des fonds pour des actions autres que celles touchant à l'expérimentation animale. En premier lieu, il faut rappeler que la mention « et pour les droits de l'animal » qui complète le nom de la Ligue, trouve son origine dans une décision prise par l'Assemblée Générale dans les années 1990, qui visait à soutenir également des actions de protection des animaux dans un domaine plus large. Cette décision est encore soutenue par l'ensemble du Comité national, dont la plupart des membres sont issus d'organismes de protection des animaux plus généralistes. Une autre justification à notre engagement est que la protection des animaux souffre cruellement de divisions et dissensions internes. Notre pays regroupe plus d'une centaine d'organismes de protection des animaux différents. Mais presque tous sont en conflit avec un ou plusieurs autres organismes et au final, chacun mène ses propres actions en fonction de ses moyens. Mais isolé, nous n'avons que peu d'impact auprès du public et des médias. En clair, notre isolement ne sert que ceux qui ont tout à gagner d'une protection des animaux affaiblie. Pour cette raison, la Ligue essaie de maintenir une bonne collaboration avec un maximum d'organismes de protection des animaux. Car au final, plus le nombre de ceux qui relayent nos actions est élevé, plus nos chances d'être entendus le sont également. De même, lorsque ces organismes lancent une action ou font face à

un problème financier, la Ligue essaie de les soutenir à son tour.

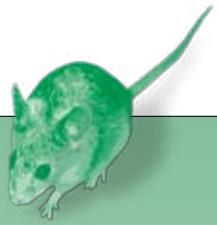
Enfin, si l'engagement financier peu sembler important, c'est peut-être parce qu'il n'est pas mis en corrélation avec d'autres entrées d'argent issues de ces aides. Il y a par exemple des particuliers qui font des dons à la Ligue « parce que nous avons soutenu » le refuge X quand il vivait une phase difficile. On peut aussi mentionner un des legs dont la Ligue a été bénéficiaire. Il concerne un bâtiment transformé en refuge pour chats dans les années 1990. La dame seule et âgée qui s'en occupait s'est trouvée dépassée par les événements. Environ 80 chats sauvages étaient confinés dans plusieurs pièces, dont les fenêtres colmatées ne laissaient passer ni air ni lumière. L'odeur d'urine était insoutenable et l'air ambiant chargé d'humidité presque irrespirable. Devant l'ampleur du problème, les animaux étant implacables, l'autorité cantonale avait le choix entre deux solutions : soit euthaniser la totalité des animaux, soit rendre leurs conditions de détention satisfaisantes. La vétérinaire cantonale a convaincu la propriétaire des lieux de faire construire deux parcs extérieurs pour laisser les animaux entrer et sortir à leur guise. Sollicitée par la vétérinaire cantonale, la Ligue a accepté de financer le matériel pour un montant total de Fr 5'000.--. Un membre du Comité a organisé l'achat et la livraison du matériel et s'est rendu bénévolement sur place pour construire les parcs. Deux mois plus tard, les chats pouvaient enfin découvrir leur nouvel environnement, courir, grimper, et surtout, respirer de l'air frais. Pour la Ligue, le dossier était clos. Fin 2007, soit une dizaine d'années après notre aide, un notaire nous a fait part du décès de cette dame en nous avisant qu'elle nous cédait la propriété sur laquelle nous avions construit les parcs. La vente de ce terrain, prévue en 2010 devrait rapporter une somme importante à la Ligue.

Conclusions

Cette année, vous aurez remarqué que ce rapport d'activité est plutôt dense. Nous avons voulu détailler plus précisément nos actions et en chiffrer les dépenses, afin que le travail effectué au cours de l'année 2009 décrive l'engagement consenti. Peut-être également pour susciter de nouvelles vocations auprès de nos Membres. Le Comité serait ravi d'accueillir de nouvelles forces vives, notamment du côté alémanique. N'hésitez pas à contacter Maja au bureau de la Ligue. Elle saura répondre à toutes vos questions et nous l'espérons, vous convaincre de l'importance de votre engagement !

Max Moret, Président

Editorial



Liebe Mitglieder, Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Wie aus der Vorderseite dieser Zeitschrift ersichtlich, werden wir demnächst die für den Plakatwettbewerb erhaltenen Projekte ausstellen können.

Die Preisübergabe der französischsprachigen Plakate findet am Mittwoch, 24. März 2010, in der Galerie ANIMISTespace in Genf statt, Vernissage von 18:00 bis 21:00 Uhr. Die Preisverleihung ist um 19:00 Uhr. Anschliessend bleiben die Plakate am Donnerstag, 25. und am Freitag, 26. März 2010 vom 13:30 bis 19:30, und am Samstag 27. März 2010 von 16:00 bis 19:30 Uhr ausgestellt.

Die Preisübergabe der deutschsprachigen Plakate findet am Mittwoch, 31. März 2010 im Kunstraum Walcheturm in Zürich statt, Vernissage von 18:00 bis 21:00 Uhr. Die Preisverleihung ist um 19:00 Uhr. Danach bleiben die Plakate bis und mit Samstag, 3. April 2010 im Kunstraum Walcheturm ausgestellt. Die Öffnungszeiten sind jeweils von 13:00 bis 18:00 Uhr.

Wir laden Sie herzlich zu der Preisverleihung ein. Dabei können Sie die zwei prämierten Plakate entdecken, welche wir für unsere Plakataktion 2010 verwenden werden. Die 1200 Plakate in den Grössen F4 (89,5 x 128 cm) und F12 (268,5 x 128 cm) werden in den Kantonen Zürich, Basel, Bern, Waadt, Genf, Freiburg, St. Gallen, Wallis, Neuenburg und Aargau vom 19. Mai bis am 2. Juni 2010 angeschlagen.

Für alle jene die an den Preisverleihungen nicht dabei sein können, die aber trotzdem die Projekte sehen möchten, gibt es die Möglichkeit, an unserer Generalversammlung am Samstag, 27. März 2010 teilzunehmen. Wir haben uns entschieden, die diesjährige Generalversammlung in der Galerie ANIMISTespace durchzuführen. Beginn ist um 14:00 Uhr. Die Einladung, die Traktandenliste und der Lageplan der Galerie finden Sie auf der letzten Seite dieser Zeitschrift. Auf den Seiten 30 und 31 finden Sie die Jahresabschlussrechnung der Liga, sowie den Geschäftsbericht 2009. Dieses Jahr fällt er viel detaillierter aus und füllt fast die ganze Zeitung. Wir hoffen, Ihnen so einen Gesamtüberblick über die Aktivitäten liefern zu können, die uns das ganze Jahr hindurch beschäftigen. Dies gibt uns auch die Gelegenheit, Ihnen unsere Eindrücke und Gefühle zu verschiedenen Themen mitzuteilen. Wenn Sie eines besonders interessiert, so freuen wir uns auf Ihre Stellungnahme per Post oder via E-Mail.

Wir wünschen Ihnen viel Spass beim Lesen und würden uns freuen, Sie demnächst bei uns begrüssen zu dürfen.

Ganz herzliche Grüsse.

Der Vorstand

SCHWEIZER LIGA GEGEN VIVISEKTION und für die rechte des tieres

Geschäftsbericht 2009

Administrative Arbeit

Sekretariat und Büro: Max Moret, der Präsident der Liga, ist jeden Morgen von 8.00 – 11.00 Uhr im Büro. Er betreut die Dossiers und sorgt dafür, dass bei der Liga alles tadellos funktioniert. Vizepräsident Luc Fournier ist jeweils am Montag und am Mittwoch anzutreffen. Er kümmert sich nicht nur um die Redaktion und das Layout der Zeitung, sondern auch um andere Publikationen und die Website. Darüber hinaus koordiniert er Aktionen im Bereich der Tierversuche.

Seit 2007 teilen sich Marina Zumkeller und Maja Schmid einen 100%-Sekretariatsjob. Es handelt sich um die einzige entlohnte Stelle der Liga. Im Juni 2009 reduzierte Marina ihr Arbeitspensum von 40% auf 30%. Sie kümmert sich hauptsächlich um die Buchhaltung und nimmt jeweils am Dienstagnachmittag und am Freitag die Telefonate entgegen. Maja, die ihr Pensum inzwischen auf 70% erhöht hat, ist jeden Montag, Dienstagmorgen, Mittwoch und Donnerstag im Büro anzutreffen. Sie spricht flüssig Deutsch, Französisch und Englisch. Daneben verfügt sie auch über Grundkenntnisse in Italienisch. Sie ist für Sekretariatsarbeiten zuständig und vertritt die Liga bei Sitzungen in der Deutschschweiz. Die 100%-Stelle wird jährlich mit Fr. 65'434.- vergütet. Der unter „Löhne und Sozialleistungen“ verbuchte Betrag von Fr. 97'398.-- umfasst Sozialleistungen sowie die obligatorischen Versicherungen.

Seit mehreren Jahren nimmt der administrative Aufwand der Liga ständig zu. Wir erhalten täglich zahlreiche Telefonanrufe, Briefe und Mails, von denen viele rasch zu beantworten sind. Die Verwaltung und Registrierung neuer Mitglieder, die administrative Betreuung der laufenden Aktionen oder die Organisation von Events bedingen, dass der Vorstand über ein effizientes Sekretariat verfügt. Um beispielsweise die Veranstaltung ZUGETIVE in Freiburg zu organisieren, mussten Dutzende von Schreiben an die Freiburger Verwaltung gesandt werden. Zwischen den drei Organisatoren fand ein Austausch statt, der mehrere hundert E-Mails umfasste.



Der Sitz der SLGV befindet sich in Genf. Die Büros sind seit 1993 in einem ehemaligen Gebäude der Gemeinde Thônex untergebracht.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.

Desktop Publishing (DTP) und Layout: SLGV Druck: Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@scv.ch - www.scv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**

Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr: Französisch von Montag bis Freitag den ganzen Tag; Deutsch jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; Italienisch Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.

der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Was den Versand von Briefen oder E-Mails an unsere Mitglieder betrifft, versuchen wir, jeweils möglichst rasch zu antworten. Wenn wir auf ein Schreiben nicht innert einer Woche reagieren, so zögern Sie nicht und lassen Sie uns dies wissen. Möglicherweise haben wir Ihre Mitteilung nicht erhalten – dies könnte insbesondere bei E-Mails der Fall sein. Manchmal werden Nachrichten irrtümlicherweise von unseren Anti-Spam-Filters aussortiert, bevor wir sie erhalten.

Buchhaltung: Unser Jahresabschluss wird jeweils von der Treuhändgesellschaft M.E.F. kontrolliert und dem Genfer Finanzdepartement vorgelegt. Dies ermöglicht es uns, eine Steuerbefreiung zu erlangen. In diesem Zusammenhang weisen wir Sie darauf hin, dass Sie gemäss dem in Ihrem Kanton geltenden Gesetz (im Allgemeinen) sämtliche Spenden an die Liga, deren Betrag Fr. 100.- übersteigt, von den Steuern abziehen können. Um die Abzugsmodalitäten zu erfahren, kontaktieren Sie am besten Ihre Steuerverwaltung.

Finanzen

Dieses Jahr weist die Liga ein Defizit von Fr. 58'424.-- auf. In Anbetracht des Vermögens, über das die Liga verfügt, stellt das Defizit an sich kein Problem dar. Es ist durch verschiedene Aktionen bedingt, welche die Liga im Jahr 2009 durchführte. Zudem sind einige Notariatsbüros in der Schweiz und im Ausland daran, verschiedene Legate zu prüfen, die ganz oder teilweise der Liga vermacht wurden. Übrigens zeigt der Jahresabschluss, dass die Legate einen Grossteil

des Einkommens der Liga ausmachen. Dies ist teilweise darauf zurückzuführen, dass der recht bescheidene Jahresbeitrag von Fr. 15.- seit rund zwanzig Jahren unverändert beibehalten wurde. Das hat natürlich zur Folge, dass wir unsere Einnahmen so selber beschränken. Wer die Vivisektion ablehnt, hat aber die Möglichkeit, sich unabhängig von der eigenen finanziellen Situation an der Organisation der Liga zu beteiligen. Wir hoffen, dass unsere Finanzen stets ausreichen werden, um auch weiterhin so vorgehen zu können. All jenen, die bei der Verfassung ihrer Testamente grosszügigerweise der Liga gedacht haben, danken wir ganz herzlich.

Zeitung

Unsere Zeitung erscheint pro Jahr bekanntlich in vier Ausgaben. Mit Ausnahme der Märzausgabe, die den Jahresabschluss enthält und sich hauptsächlich an die Mitglieder der Liga wendet, werden die übrigen Ausgaben regelmässig als Streuwurfsendungen in ausgewählten Regionen verteilt. Die Juniausgabe 2009, die in einer Auflage von 140'000 Exemplaren erschien, wurde im Kanton Zürich verteilt. Von der Septemberausgabe wurden 74'000 Exemplare im Kanton Freiburg abgegeben. Damit machten wir auf die Veranstaltung ZUGETIVE aufmerksam, die kurz bevorstand. Die Dezemberausgabe wurde in 130'000 Exemplaren im Kanton Genf



abgegeben. Dies erfolgte im Zusammenhang mit dem Versuch, mittels einer Änderung durch die Finanzkommission dieses Kantons die Jagd wieder einzuführen.

Leider sind die Medien nicht allzu bestrebt, die Anliegen der Tiere in den Labors zu unterstützen. Durch den Vertrieb unserer Zeitung in allen Haushalten erreichen wir so ein breites Publikum. Da die Druckkosten nicht sehr hoch sind, kommt uns dies nicht allzu teuer zu stehen. Unser Blatt wird in grosser Auflage im Tabloid-Format auf Offset-Rotationsmaschinen gedruckt und erscheint auf „Zeitungspapier“. Die Selbstkosten für ein Exemplar setzen sich wie folgt zusammen: Vierfarbendruck recto-verso einer Ausgabe mit 32 Seiten: Fr. 0,16; Einzahlungsscheine drucken: Fr. 0,07; Beilage und Verpackung: Fr. 0,03; Postversand Fr. 0,50. Die ergibt insgesamt Fr. 0,76 pro Zeitung, die unseren Mitgliedern zugestellt wird. Bei den Zeitschriften, welche die Haushalte gratis erhalten, betragen die Herstellungskosten Fr. 0,26 pro Zeitung. Dazu kommen die Vertriebskosten, die sich im Schnitt auf Fr. 90.- pro tausend Exemplare belaufen.

Man kann den «Zeitungspapier-Aspekt» unserer Zeitschrift kritisieren, da er vielleicht die Artikel nicht immer vorteilhaft unterstreicht, aber es ist immer noch die günstigste Form für eine breitflächige Verteilung.

Shop und Dokumentation

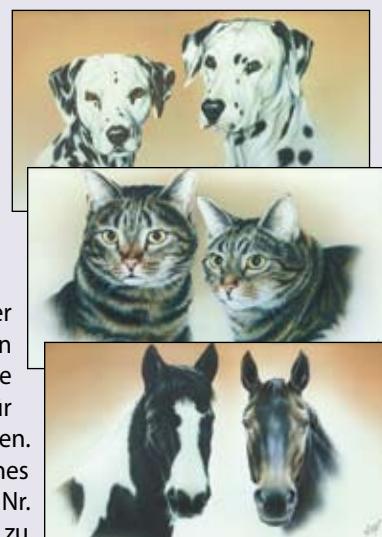
DVD: Die wichtigsten Video-Archivfilme der Liga stehen nun auch auf DVD zur Verfügung. Es handelt sich um insgesamt neun DVDs mit dreizehn Filmen. Diese sind auf Französisch, Deutsch oder Englisch vorhanden und können

Karten-Mailing

Auch dieses Jahr stiessen die drei von Hans Hofstetter gemalten Karten auf regen Anklang. In Anbetracht der Arbeit, die mit den drei Werken verbunden ist, verlangt der Künstler einen extrem „bescheidenen“ Beitrag. Dafür möchten wir ihm an dieser Stelle ganz herzlich danken.

Jeweils dreimal pro Jahr führen wir einen Kartenversand in Form eines Mailings durch. Die Karten werden im Februar an rund 60'000 neue Adressen geschickt. Dazu kommt ein weiterer Versand, der jeweils im Juni und November an rund 40'000 Adressen erfolgt. Dieses Mailing führen wir seit vielen Jahren in Zusammenarbeit mit einer spezialisierten Firma durch. Es dient hauptsächlich dazu, auf unsere Aktivitäten hinzuweisen. Die Aktionen sind recht einträglich, führen doch 8 - 10% der Sendungen zu Spenden, die sich im Schnitt auf Fr. 30.- belaufen. Im Jahr 2009 sammelten wir auf diesem Weg Fr. 311'740--. Nach einem Abzug der allgemeinen Kosten (Versand- und Druckkosten usw.) beläuft sich der Nettoertrag auf Fr. 156'666.--.

Wir möchten Sie darauf hinweisen, dass Sie als Mitglieder dieses Mailing ebenfalls erhalten. Seit 2008 legen wir unseren Sendungen einen zweiten Einzahlungsschein bei. Der erste Einzahlungsschein (Postscheckkonto Nr. 01-20089-8) ist für Personen bestimmt, die eine anonyme Spende leisten möchten. Gewisse Spenderinnen und Spender bevorzugen ein solches Vorgehen. Der zweite Einzahlungsschein (Postscheckkonto Nr. 12-2745-6) ermöglicht es Ihnen, eine namentliche Spende zu leisten oder Ihren Jahresbeitrag zu begleichen. Wählen Sie wenn möglich den zweiten Einzahlungsschein, da dieses Konto direkt von der Liga verwaltet wird. Dies erleichtert uns die Arbeit insbesondere bei Bestätigungen, um einen Abzug der Spenden von der Steuererklärung vornehmen zu können.



für jeweils dreissig Tage ausgeliehen werden. Ausschnitte aller Filme sind auch im Internet unter „Medien“ einsehbar. Möglicherweise sind gewisse DVDs mit dem verwendeten Laufwerk nicht kompatibel. In solchen Fällen ist es immer noch möglich, den Originalfilm auf VHS-Kassetten zu sehen. Die Übertragung der Filme auf DVD, die Herstellung der Duplikate sowie die Gestaltung der Hüllen besorgten wir selber.

Nur die Digitalisierung der Daten gaben wir für Fr. 400.- in Auftrag.

T-Shirt: Ein neues Modell kam zu den vier T-Shirts dazu, die Ende 2008 herausgegeben wurden. Es handelt sich um die deutsche Version „Verstehen und Abschaffen“ des französischsprachigen Modells „Comprendre et abolir“, die grossen Anklang fand. Mehrere Größen der verschiedenen Modelle gingen im Laufe des Jahres aus. Eine Neuauflage ist derzeit nicht vorgesehen.



Mitglieder

2009 konnte die Liga 1079 neue Mitglieder verzeichnen.

Wir heißen diese ganz herzlich willkommen und danken ihnen für ihren Einsatz. Wir betrachten die Neuanmeldungen als Ermutigung, unsere Aktivitäten fortzusetzen.

Sitzungen des Vorstandes

Der nationale Vorstand traf sich am 28. März sowie am 14. November 2009 am Sitz der SLGV in Genf. Bei dieser Gelegenheit wurde insbesondere über die finanzielle Unterstützung von Alternativmethoden, punktuelle Hilfen an Tierheime in Not und verschiedene Aktionen entschieden. Während dem ganzen Jahr hielten verschiedene Vorstandsmitglieder Arbeitssitzungen ab, um die Fortsetzung der laufenden Aktionen zu gewährleisten. Dem Vorstand gehören derzeit folgende Mitglieder an: Präsident: Maxime MORET, Vizepräsident: Luc FOURNIER, Buchführerin: Marina ZUMKELLER, Mitglieder: Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MÜLLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT und Suzanne WACHTL.

VETO

Der Vereinigung VETO mit Sitz in Zürich gehören verschiedene Schweizer Tierschutzverbände an. Der 1956 gegründete Verband wurde 1985 unter der Bezeichnung „Verband Tierschutz – Organisationen Schweiz“ wieder zum Leben erweckt. Gemäss den Statuten, die eine Steuerbefreiung ermöglichen, sind die Mitglieder ehrenamtlich tätig und die Organisation verfolgt keinen kommerziellen Zweck. Die Liga ist seit der Gründung Mitglied von VETO. Unser Jahresbeitrag beläuft sich auf Fr. 1'250.-.

Fünf Vereinigungen sind derzeit Mitglied von VETO. Nebst der Liga handelt es sich dabei um Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Tierschutzbund Zürich und Ocean Care. Maja Schmid und Suzanne Wachtl vertraten die Liga im Rahmen der vier Sitzungen, die VETO 2009 durchführte. Die Sitzungen vom 12. Januar, 6. Juli und 17. November fanden am Sitz von VETO statt. Die Sitzung vom 17. März wurde anlässlich des Parlamentartages in Bern abgehalten.

Das ganze Jahr hindurch unterstützte VETO die Deutschschweizer Kampagne gegen das Pelztragen, mit der das Label „Pelzfrei“ angestrebt wird. Im Rahmen dieser Kampagne wurde bei der spanischen Botschaft in Bern am 28. Mai 2009 eine Petition mit 24'000 Unterschriften zur Abschaffung des Stierkampfes eingereicht.

Am 10. August 2009 nahmen wir mit Bestürzung den Tod von Susi Goll, der Präsidentin von VETO, zur Kenntnis. Diese setzte sich während rund dreissig Jahren für den Tierschutz ein. Insbesondere ihrem Engagement war es zu verdanken, dass VETO reaktiviert und neu organisiert wurde.

Detaillierte Informationen zu den Aktivitäten von VETO finden Sie auf der Website unter der Adresse www.veto-schweiz.org.

Parlamentartage



Maja Schmid und Suzanne Wachtl vertreten die Liga auch bei Sitzungen der parlamentarischen Tierschutzgruppe. Diese werden insbesondere im Rahmen der drei eidgenössischen Sessionen in Bern abgehalten.

2009 fand leider nur eine Sitzung statt, und zwar am 17. März. Dr. H. Wyss, Direktor des Bundesamtes für Veterinärwesen (BVET), und der stellvertretende Direktor Dr. J. Schmidt nutzten die Gelegenheit, um über mögliche Behandlungen nach Fällen der Blauzungenkrankheit zu sprechen, die mehrere Rinderzuchten betraf. Die zweite Intervention befasste sich mit der Art der Schweinekastration – durch chirurgische Eingriffe unter Anästhesie oder durch die Verabreichung eines Impfstoffes.

Die Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) und der Tierschutzverordnung (TSchV) beschäftigte das Parlament in den Jahren 2002 bis 2007 sehr. Die Parlamentarier beteiligten sich jeweils rege an den Konferenzen der Tierschutzgruppe. Seit 2008 ist das Interesse jedoch zunehmend geschwunden. An der Sitzung vom 17. März waren nur sechs Parlamentarier anwesend. Diejenige vom 10. Juni musste sogar abgesagt werden, da sich kein Parlamentarier angemeldet hatte. Die Tätigkeit der Tierschutzgruppe wurde seither bis auf Weiteres eingestellt. In Anbetracht der zahlreichen Dossiers, die es zu behandeln gilt, ist es verständlich, dass unsere Politikerinnen und Politiker ihr Interesse auf das aktuelle Geschehen konzentrieren. Trotzdem ist die Situation zu bedauern. Die Parlamentartage stellen für uns eine Gelegenheit dar, die 200 National- und 36 Ständeräte zu treffen. Sie bestimmen schlussendlich über die Gesetze die die Tiere in unserem Land besser schützen. Es ist von grösster Bedeutung, dass sie für gewisse Themen sensibilisiert und dazu angeregt werden, zugunsten unserer Aktionen abzustimmen. Trotzdem dürfen wir nicht aufgeben. Hoffen wir also darauf, dass 2010 eine neue Dynamik gefunden wird um solche Treffen wieder attraktiv zu machen.



Wir danken der grünen Nationalrätin Maya Graf (BL) für ihr Engagement. Als Präsidentin der Tierschutzgruppe erfüllt sie ihren Auftrag mit viel Energie und setzt sich im Bundeshaus regelmässig für die Anliegen der Tiere ein. An uns liegt es zu entscheiden, welche



Schweizer Parlament

Hier einige Erklärungen für diejenigen, die nicht wissen, wie unser Parlament funktioniert:

Die Räte

Die Schweizer Bundesversammlung stellt ein Milizparlament dar. Die Abgeordneten treffen sich viermal pro Jahr zu den ordentlichen Sessionen der Bundesversammlung, die jeweils drei Wochen dauern. Dazu kommen ausserordentliche oder Sondersessionen. Zwischen den Sitzungsperioden finden zahlreiche Kommissionssitzungen statt. Die Räte beteiligen sich zudem an parlamentarischen Gruppen oder Arbeitsgruppen und beschäftigen sich mit der Vorbereitung der Dossiers.

Der Nationalrat

Der Nationalrat zählt 200 Mitglieder: Er vertritt das Schweizer Volk. Beim heutigen Bevölkerungsstand kommt auf je 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner 1 Sitz. Jeder Kanton bildet einen Wahlkreis, der mindestens eine Vertreterin oder einen Vertreter wählt. Dies gilt selbst dann, wenn die Bevölkerung unter 36'000 Einwohnerinnen und Einwohnern liegt. Die Nationalräte werden im Proporzverfahren gewählt.



Der Ständerat

Der Ständerat setzt sich aus 46 Vertreterinnen oder Vertretern der Schweizer Kantone zusammen. Jeder Kanton wählt zwei, die Halbkantone Obwalden, Nidwalden, Basel-Stadt, Basel-Land, Appenzell Ausserrhoden und Appenzell Innerrhoden eine Vertreterin oder einen Vertreter. Zürich mit über 1 Million Einwohnerinnen und Einwohnern wählt ebenso zwei Vertreterinnen oder Vertreter wie der Kanton Uri, der rund 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner zählt.

Die Vereinigte Bundesversammlung

Unter dem Vorsitz der Nationalratspräsidentin oder des Nationalratspräsidenten verhandeln National- und Ständerat gemeinsam als Vereinigte Bundesversammlung.

Parlamentarier für die nächsten vier Jahre in Bern gewählt werden. Deshalb ist es wichtig, sich zu mobilisieren. Wir müssen diejenigen Kandidatinnen und Kandidaten unterstützen, die sich für den Tierschutz einsetzen, und diejenigen ablehnen, die sich offen dagegen aussprechen. Im Jahr 2008 hat der Nationalrat eines der Mitglieder verloren, das sich am aktivsten für den Tierschutz einsetzte. Die SP-Politikerin Barbara Marty Kälin wurde von der Zürcher Bevölkerung nicht wiedergewählt. Wir bedauern es immer noch sehr, dass sie im Bundeshaus nicht mehr anzutreffen ist. Die Datenbank, die auf der Website des Parlaments (www.parlament.ch) unter „Suche“ konsultiert werden kann, stellt ein sehr gutes Hilfsmittel dar, um die Stellungnahmen der Parlamentarier zum Thema Tierschutz zu erfahren. Durch die Eingabe von Schlüsselwörtern wie „Tierschutz“ ist es möglich, zu den entsprechenden Themen zu gelangen.

Wir danken auch der Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte (GST-SVS). Sie kümmert sich seit vielen Jahren um das Sekretariat und organisiert die Sitzungen der parlamentarischen Gruppe.

Kommissionen

Die nationale Tätigkeit der Liga gibt uns die Möglichkeit, Kandidatinnen und Kandidaten für die Sitze in gewissen eidgenössischen Kommissionen vorzuschlagen. Dasselbe gilt für die kantonalen Kommissionen insbesondere in Genf, wo die Liga ihren Sitz hat.

Im Juni 2009 schlugen wir Dr. Daniel Favre, Biologe und Spezialist für Alternativmethoden, als Kandidaten für die **eidgenössische Tierversuchskommission** vor. Am 28. Oktober erhielten wir eine Absage des BVET, das „eine andere Kandidatur“ bevorzugte. Um die Absage und die Tatsache zu rechtfertigen, dass für zwei Sitze (!) nur ein Tierschutzvertreter gewählt wurde, verschanzt sich das BVET hinter einer frei erfundenen Abrechnung. Leider verfügen wir nur über einen eingeschränkten Spielraum, um Daniel durchzusetzen. Wir erwarten jedoch weitere Informationen, die es uns ermöglichen könnten, vehemente vorzugehen.

Gewählt wurde Daniel hingegen in die **Waadtländer Tierversuchskommission**. Seit dem 1. Januar 2009 vertritt er die Liga in diesem Gremium. Seine Tätigkeit scheint gewisse Gewohnheiten durcheinander gebracht zu haben. Dem Berufsgeheimnis unterstellt, bemüht er sich derzeit, die Probleme zu lösen, mit denen er konfrontiert wird. Er kann jedoch auf die volle Unterstützung der Liga zählen und ist bereit einzutreten, wenn sich dies als notwendig erweisen sollte.

Erfreulicher sind die Nachrichten zur **Genfer Tierversuchskommission (CCEA)**. Am 19. November 2008 hatte die Liga beim Genfer Staatsrat interveniert, um die Auflösung der Kommission (ehemals SCSEAV) zu beantragen. Sie begründete dies mit schwerwiegenderen Mängeln in der Vorgehensweise (siehe neben stehend). Gemäss diesem Schreiben seien die beiden wissenschaftlichen Vertreter, die bis zu diesem Zeitpunkt nicht zurückzutreten wollten, „freundlicherweise“ gebeten worden, dies zu tun. Ende 2009 wurde die Kommission aufgelöst. Bei der Bildung der neuen Kommission (CCEA) im März 2008 reichte die Liga die Kandidatur von Luc Fournier ein, der die Liga während mehreren Jahren in der SCSEAV vertreten hatte. Seine Kandidatur wurde angenommen. In Anbetracht der Tatsache, dass er als einziges Mitglied der ehemaligen Kommission

Betrifft: Funktionsweise der Subkommission für Tierversuche (SCSEAV)

Sehr geehrter Herr Präsident, Sehr geehrte Herren Staatsräte

Gemäss eidgenössischem Recht muss ein Kanton, der Tierversuche bewilligt, dafür eine „von der Bewilligungsbehörde unabhängige Tierversuchskommission von Fachleuten“ (Art.18 TSchG) bestellen. In Artikel 62 der TSchV wird die Funktionsweise dieser Kommission genau beschrieben: „Die kantonale Behörde überweist die Bewilligungsgesuche zur Prüfung an die Tierversuchskommission und entscheidet aufgrund des Antrags der Kommission.“ Die Kommission wird auch „für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Tierversuche beigezogen“. (...)

Vielfältige Ziele

Aufgrund der verschiedenen Kompetenzen ihrer Mitglieder ist eine Behörde in der Lage zu beurteilen, ob ein Antrag wohl fundiert ist. Dies gilt vor allem in Fällen, in denen es sich um einen wenig bekannten Bereich handelt. Überprüft werden soll dabei insbesondere die wissenschaftliche Relevanz eines Antrages im Verhältnis zu den Schmerzen, Leiden oder Schäden, welche für die Tiere mit einem entsprechenden Versuch verbunden sind. Die Behörde muss auch überprüfen, ob das vom Labor geplante Verfahren insbesondere in Bezug auf die Zahl der verwendeten Tiere, die Gruppengrösse und die Ausführung der verschiedenen Punkt einer Studie gesetzeskonform ist (Art.61 TSchV).

Theorie und Praxis

Leider müssen wir jedoch feststellen, dass die oben erwähnten Massnahmen in unserem Kanton nicht zur Anwendung gelangen. Wir sind über die Untätigkeit der SCSEAV schockiert. Seit mehreren Jahren scheint es klar zu sein, dass diese Subkommission mit Ausnahme unserer Vertreter keine Gutachten mehr erstellt und auch keine Kontrollen vornimmt. Dies trotz der Tatsache, dass Luc Fournier, Delegierter der Liga, (...) mehrfach darauf hingewiesen hat, dass die Untätigkeit der Subkommission in Anbetracht des gesetzlich festgelegten Pflichtenheftes nicht toleriert werden kann (...). Die Vertreterin der Genfer Tierärzte bezeichnete sich als „nicht kompetent genug, um alle Aspekte beurteilen zu können.“ Die Präsidentin ihrerseits meinte, sie komme „nicht dazu, alles zu lesen“. In Bezug auf die mit der Prüfung der Anträge verbundenen Arbeit gab Prof. als Vertreter der Universität zu verstehen, es sei „nicht möglich, diese den Mitgliedern zu übertragen“. Zudem finde er „diese Art von Arbeit absurd“. (...) Nachdem unser Vertreter einmal mehr sein Bedauern über die mangelnde Beteiligung der übrigen Mitglieder bei der Prüfung von Anträgen ausgedrückt hatte, erklärte die Präsidentin der SCSEAV in einer E-Mail vom 27. Februar 2008: „Bezüglich des Bedauerns von Herrn Fournier über die mangelnde Beteiligung der Kommissionsmitglieder an den verschiedenen Gutachten denke ich, dass jeder diese Arbeit nach eigenem Gutdünken und der ihm zur Verfügung stehenden Zeit erledigen soll. Wenn ein Mitglied mit „kein Kommentar“ antwortet, so bedeutet dies wohl, dass kein Kommentar erforderlich ist. Meiner Ansicht nach ist das sein gutes Recht.“

Wurden die Hunderte von neuen Anträgen auf Tierversuche, die der SCSEAV jedes Jahr unterbreitet werden, also von den Wissenschaftlern so gut formuliert, dass von Seiten der Kommission keinerlei Reaktionen erforderlich sind? Vom 1. Februar 2006 bis zum 1. Juni 2007 (...) befassten sich unsere beiden Vertreter ausführlich mit 116 Anträgen, welche die kantonale Behörde zum Gutachten eingereicht hatte. Auf 105 Anträge wurde schriftlich reagiert. (...) In 34 Fällen wurden die Änderungsvorschläge von den Labors ohne Weiteres akzeptiert. Auf diese Weise konnten 4'506 Tiere eingespart werden. In mehr als jedem vierten Fall war das Einschreiten unserer Vertreter somit begründet. Die übrigen Mitglieder der SCSEAV erstellten in der gleichen Zeit kein einziges Gutachten. Innerhalb der SCSEAV interessierte sich niemand für die 34 Fälle, in denen Tiere eingespart werden konnten. (...) Da Luc Fournier sechs Monate später feststellen musste, dass die Funktionsweise keinerlei Änderungen erfahren hatte, schlug er am 8. Oktober 2008 jedem Mitglied der SCSEAV vor, aus der Subkommission zurückzutreten, um deren Auflösung zu ermöglichen. Nach Abschluss der bis am 30. Oktober 2008 festgelegten Bedenkzeit reagierten zwei der Universitätsvertreter (...) negativ auf den Vorschlag. Wir können nur bedauern, dass die Mitglieder der SCSEAV diese Gelegenheit nicht ergriffen haben, um ihre Verantwortung wahrzunehmen und der Farce so ein Ende zu bereiten. Es scheint klar zu sein, dass nur die Auflösung der Subkommission und die Ersetzung der Mitglieder, die ihre Tätigkeit nicht auf eine zufriedenstellende Weise ausüben können, in der Lage sein werden, dieser inakzeptablen Situation ein Ende zu bereiten (...).

Anhand oben aufgeführter Gründe möchten wir Sie, Herr Präsident, und Sie, Mitglieder des Staatsrates, bitten, folgende Fragen zu beantworten :

- 1) Zwischen dem 1. November 2007 und dem 1. November 2008 hat die Kantonale Subkommission der Aufsichtsbehörde für Tierversuche am lebenden Tier (SCSEAV) von den Behörden 67 neue Tierversuchsgesuche zur Begutachtung erhalten. Wie viele Gutachten (ausser denen von der SLGV) hat die Kommission in dieser Zeit ausgestellt ?
- 2) Wie viele Kontrollen in Zoo- und Tierhandlungen oder von Tierversuchen hat die Kommission zwischen dem 1. November 2007 und dem 1. November 2008 (ausser denen von der SLGV) durchgeführt ?
- 3) Anhand der unter Punkt 1 und 2 verlangten Informationen, wie beurteilt der Staatsrat seine Zufriedenheit mit der SCSEAV ?
- 4) Sollte die Antwort negativ ausfallen, welches sind die Vorkehrungen die er zu ergreifen gedenkt, um die Situation zu ändern ?

Wir danken Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und grüssen Sie herzlich

Thônex, 19. November 2008. Maxime Moret, Präsident

wiedergewählt wurde, ist dies recht erfreulich. Die Zusammensetzung des Gremiums wurde ebenfalls überdacht – inzwischen gehören ihm ein Experte für Alternativmethoden und eine Bio-Ethikspezialistin an. Gemäss Luc Fourniers Aussagen funktioniert die Kommission - in Anbetracht des geringen Handlungsspielraums, den ihr die gesetzlichen Vorschriften einräumen - inzwischen auf zufrieden stellende Weise. 2009 ist es im Kanton Genf trotzdem gelungen, 8'000 Tiere aus von Wissenschaftlern eingereichten Projekten einzusparen. Ohne eine genaue Prüfung der Anträge wären diese Tiere für Experimente beigezogen worden, wovon einige grosse Schmerzen verursacht hätten.

Die Arbeit der **Neuenburger Tierversuchskommission** scheint noch immer bis auf Weiteres eingestellt zu sein. Am 26. November 2008 reichten wir die Kandidatur von Michèle Loisel ein, um der skandalösen Funktionsweise ein Ende zu bereiten. Das Veterinäramt teilte uns mit, die Kommission werde ihre Tätigkeit 2009 einstellen und die Prüfung der Protokolle einer Kommission eines anderen Kantons überlassen. Falls die Kommission tatsächlich aufgelöst wurde, so hat – zumindest unserem Kenntnisstand entsprechend – bis anhin kein anderes Gremium ihre Arbeit übernommen. Die Erteilung von Tierversuchsbewilligungen ist somit vorübergehend eingestellt. Dies dürfte gewisse Neuenburger Wissenschaftler, die mit ihren Forschungen blockiert sind, in Wut versetzen. Wir hingegen können uns darüber nur freuen ! Sollten die Forscher nicht zufrieden sein, können wir sie ermutigen, ihre nutzlosen Versuche möglichst rasch einzustellen und sich auf eine Weise zu engagieren, die tatsächlich im Sinne der Volksgesundheit ist und für Tiere keine unnötigen Leiden zur Folge hat.

Nebst den kantonalen Arbeitssitzungen beteiligten sich Daniel und Luc auch an zwei Jahressitzungen der **KTT** (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Dieser gehören die aktiven Tierschutzmitglieder an, die in den Kommissionen der Kantone Basel, Zürich, Bern, Waadt, Genf und Freiburg sitzen. Das erste Treffen wurde am 29. April 2009 von der Stiftung für das Tier im Recht (TIR) einberufen – das zweite fand am 11. November 2009 am Sitz des Schweizer Tierschutzes

Manchmal erhalten wir von anderen Tierschutzverbänden den „Rat“, uns aus diesen Kommissionen zurückzuziehen. Einige glauben, „integer“ zu bleiben, indem sie einen «Kompromiss mit Vivisektoren» verweigern. Solch konsternierende Erklärungen versetzen uns in Wut. Die Praxis des leeren Stuhls nützt nur den Anhängern der Vivisektion und sicher nicht den Tieren. Die Ratschläge stammen hauptsächlich von Schöngestern, die es sich in ihren Sesseln bequem gemacht haben. Wenn sie solche Erklärungen abgeben, vergessen sie, dass zum gleichen Zeitpunkt Tausende von Versuchstieren in unseren Labors leiden. Das Gesetz schützt die Tiere nur unzureichend vor den zahlreichen Versuchen, die zu guter Letzt völlig überflüssig sind. Die Resultate der Studien landen hingegen in einer Schublade. Jegliches Leiden, das umgehend vermieden werden kann, muss sofort eingestellt werden. Die rund 8'000 Tiere, die 2009 im Kanton Genf eingespart wurden, sind nur ein Tropfen auf den heißen Stein. Trotzdem stellt der Erfolg eine Realität dar. Zweifellos hätten auch die Wissenschaftler, die in diesem Kanton Forschung betreiben, gern eine Alibikommission zur Verfügung, wie dies in den Kantonen Tessin, Graubünden, Luzern und Neuenburg der Fall ist.

Wir müssen uns auch weiterhin dafür einsetzen, dass die so genannten „Tierschutzvertreter“, die in den Kommissionen sitzen, ohne genau zu wissen, was sie zu tun haben, möglichst rasch ersetzt werden.



(STS) in Basel statt. Die Sitzungen stellen auch eine Gelegenheit dar, um über Dossiers oder Probleme zu sprechen, mit denen die kantonalen Kommissionen zu kämpfen haben, in denen die Tierschutzvertreter stets einer Minderheit angehören. Darüber hinaus ermöglichen es solche Versammlungen den Verbandsmitgliedern aus der ganzen Schweiz, Beziehungen zu knüpfen.

Genfer Tierschutzkommission (CCCPA)

Die Betriebsweise dieser Kommission bleibt in der Schweiz einzigartig. Seit rund zwanzig Jahren ermöglicht sie es ihren Mitgliedern, sämtliche Betriebe zu kontrollieren, die Tiere zu beruflichen Zwecken halten. Es handelt sich dabei um Tierheime, Hunde- und Katzenzuchten, Tierhandlungen und Zoos, Nutztierbetriebe (Kühe, Schweine usw.), Reitställe usw.

Bei Verdacht auf schlechte Haltung ist es, im Gegensatz zu zahlreichen anderen Kantonen, nicht notwendig, sich an den Kantonsveterinär zu wenden und auf eine „Kontrolle“ seinerseits zu hoffen. Noch schwieriger ist es, ein Protokoll der geleisteten Kontrolle zu erhalten. Dieses wird meist unter dem Vorwand des Datenschutzes verweigert. In Genf kann sich die CCCPA zu irgendeinem Zeitpunkt an irgendeinen Ort begeben, ohne ihren Besuch vorgängig anzukündigen. Anschliessend wird ein Kontrollbericht für die kantonale Behörde erstellt, welche die Kommission über die getroffenen Massnahmen oder Sanktionen informiert. Diese transparente Situation hat zur

Folge, dass in den letzten zehn Jahren nur wenige schwerwiegende Verstösse registriert wurden. Im Rahmen der zehn Kommissionsmitglieder, unter denen sich ein Zoologe, mehrere Züchter, zwei Tierärzte und zwei Tierschutzvertreter befinden, vertritt Luc seit 1997 die Liga. Er ist auch für die Kontrolle der Nutztiere zuständig.

Diese aussergewöhnliche Situation könnte leider bald ein Ende nehmen. Der 2007 gewählte neue Kantonsveterinär scheint sich nur schwerlich mit dem Bestehen der Kommission abfinden zu können. Dabei zwingt sie ihn nur dazu, seine Arbeit zu tun. Seit 2008 setzt sich der Tierarzt in aller Ruhe – und recht ungeschickt – für die Aufhebung der CCCPA ein, die offiziell im Laufe des Jahres 2010 angekündigt werden könnte. Die Liga hat bereits im Mai 2009 reagiert, indem sie sich mit Unterstützung der übrigen Kommissionsmitglieder an den Staatsrat wandte. Im Falle einer Aufhebung der CCCPA haben wir verschiedene öffentliche Aktionen geplant, die dazu dienen sollen, die Aktivitäten der Kommission weiterzuführen. Weitere Informationen zu diesem Thema finden Sie in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung.

Seit 2006 vertritt Luc die Liga auch in der **Kommission für die biologische Vielfalt** und **Subkommission der Fauna**. Seit einer Volksabstimmung im Jahre 1974 ist die Jagd in diesem Kanton verboten. Die Rolle der Subkommission besteht somit insbesondere darin, Lösungen zu finden, um den Abschuss wilder Tiere zu verhindern, wenn diese in zu grossen Beständen vorkommen oder Schäden an den Kulturen verursachen.

Stellungnahme

Seit einigen Jahren bemüht sich die Liga, an Vernehmlassungsverfahren des Bundesrates oder seiner Verwaltungen im Rahmen von Gesetzestexten teilzunehmen, die den Tierschutzbereich betreffen.

Im Jahr 2009 nahmen wir zu drei Verordnungen

Stellung. Die beiden ersten befanden sich vom 12. Februar bis am 14. April in der Vernehmlassung. Es handelte sich um die Verzeichnung von Tierversuchen in einer Online-Datenbank sowie die Kontrolle der Herstellung transgener Tiere in den Labors. Unsere Stellungnahme wurde im Rahmen einer gemeinsamen Medienmitteilung veröffentlicht, die in Zusammenarbeit mit den Deutschschweizer Organisationen Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Stiftung für das Tier im Recht und Zürcher Tierschutz entstand. In der Ausgabe Nr. 24 unserer Zeitung vom Juni 2009 berichteten wir über die Stellungnahme.

Im September 2009 veröffentlichte das BVET seinen Bericht über die Vernehmlassung der beiden Verordnungen. Von den 80 Meinungen die eingereicht wurden, stammten 17 von Kantonen, 1 von einer politischen Partei (FDP), 2 von Kantonsveterinären, 2 von kantonalen Tierversuchskommissionen, 4 von Pharmaunternehmen, 7 von Universitäten sowie der EPFL und 12 von Tierschutzorganisationen. Jede Stellungnahme wurde detailliert aufgeführt. Die beiden Berichte können unter dem Datum „September 2009“ auf der Homepage unserer Website eingesehen werden. Die ausformulierten Verordnungen sind nicht vor Ende 2010 zu erwarten.

Unsere dritte Stellungnahme veröffentlichten wir am 19. November 2009. Diese betraf die Änderung der Landwirtschaftlichen Deklarationsverordnung. Mit unserer Stellungnahme wollten wir hauptsächlich die Arbeit unterstützen, welche die Organisation KAGfreiland in diesem Bereich leistet.

Unterstützung von Alternativ- (oder Ersatz-)methoden

Lehrstuhl für Alternativmethoden

Dank den Bemühungen von Egon Naef wurde die Genfer Universität zur ersten Schweizer Hochschule auserwählt, die Alternativmethoden unterrichtet. Das Rektorat verpflichtete sich, verschiedene Kosten zu übernehmen. Der jährliche Betrag von CHF 300'000.-, der zur Finanzierung von Nachdiplomstudien aufgewendet wird, soll aber während fünf Jahren durch private Gelder gesichert sein. Egon Naef fragte deshalb verschiedene private Organisationen an und schaffte es schliesslich, die vereinbarte Finanzierung zu gewährleisten. Die Stiftung Doerenkamp-Zbinden wird sich jährlich mit CHF 200'000.--, die SLGV mit CHF 50'000.- und die SVPA mit CHF 20'000.- beteiligen. Dazu kommen CHF 10'000.- der Egon-Naef-Stiftung, CHF 10'000.- der Wacht-Stiftung und CHF 10'000.- der Ligue vaudoise pour la défense des animaux.

Der Lehrstuhl der Genfer Universität wurde am 5. März 2009 vor über 250 Wissenschaftlern und Studierenden eingeweiht. Lehrstuhlinhaber Prof. Cosson stellte seine Wünsche und Ziele für die Aufnahme der Studien vor, die auf den

Beginn des akademischen Jahres angesagt waren. Eine Bilanz der ersten beiden Semester wird in der Septemberausgabe 2010 unserer Zeitung veröffentlicht. Wir möchten Egon Naef an dieser Stelle noch einmal ganz herzlich für seinen Einsatz, seine Dynamik und insbesondere seinen Optimismus danken. Ohne diese Qualitäten wäre der neue Lehrstuhl wohl nie ins Leben gerufen worden.

Forschung und Entwicklung

Die Liga bewilligte einem Labor ein weiteres Darlehen in der Höhe von Fr. 50'000.- Ausgehend von menschlichen Geweben aus Biopsien, die im Spitalbereich vorgenommen werden, entwickelt dieses seit 2006 Zellmodelle. Sie erlauben es, Krankheiten des

menschlichen Atemsystems zu untersuchen. 2009 ermöglichte es der Vertrieb solcher Modelle, Tausende von transgenen Mäusen zu ersetzen, die häufig für die Untersuchung derartiger Krankheiten verwendet werden.

In-vitro-Synthese von Proteinen

Ende August 2009 schloss Dr. Daniel Favre seine Arbeit im Labor für Biozelltechnologie der Ecole polytechnique fédérale Lausanne (EPFL) ab, die er 2008 in Angriff genommen hatte. Von Zellkulturen ohne Serum ausgehend, sollte diese die In-vitro-Synthese von Proteinen in grossen Volumen ermöglichen. Die Arbeit sollte dazu beitragen, Tausende von Kaninchen zu ersetzen, die jedes Jahr in den Labors verwendet werden. Mittels Phenylhydrazin werden die

roten Blutkörperchen der Kaninchen zerstört. Danach tötet man die Tiere. Ihr Blut wird anschliessend gesammelt und zentrifugiert. Daraus wird das Reticulocytenlysat gewonnen, das derzeit zur Proteinsynthese dient.

Daniels Resultate stellen einen vollen Erfolg dar. Die Zellen, die in bis zu mehreren Litern umfassenden Bioreaktoren in Suspension gehalten werden, haben zu gebrauchsfertigen Lösungen geführt. Diese ermöglichen sowohl die In-vitro-Synthese von Proteinen durch direkte Transduktion von einer Messenger-RNA als auch die transkriptionelle / transduktionelle Kupplung von bestimmten Plasmiden durch zusätzliche erforderliche Enzyme.

Angesichts dieser Resultate kann nun die Herstellung eines kommerziellen Sets in Betracht gezogen werden. Die Herstellung solcher Extrakte ist viel billiger als der Kauf transduktioneller Sets die auf dem Blut anämischer Kaninchen basieren.

Bis anhin hat die Liga das gesamte Projekt in der Höhe von Fr. 110'000.- finanziert. Nun wird nach umfassenderen Finanzierungsquellen gesucht, um die Herstellung des Sets zu ermöglichen. Die Stiftung Forschung 3R hat es bereits abgelehnt, sich an der Finanzierung zu beteiligen. Sie begründete dies insbesondere damit, die gefundene Lösung „ermögliche es nicht, genügend Kaninchen zu retten“ (!).

Das Projekt wird derzeit von einer biotechnologischen Firma in der Schweiz evaluiert.

InterNICHE

Es handelt sich um ein internationales Netz dem Studierende und Professoren angehören, die sich für die Ersetzung von Tieren in Forschung und Unterricht stark machen. Im Jahr 2009 unterstützte die Liga verschiedene zielgerichtete Aktionen wie die Beteiligung von InterNICHE an verschiedenen Seminaren, die in Lateinamerika durchgeführt werden (Peru, Mexiko und Brasilien), sowie an Kongressen wie beispielsweise dem weltweiten Kongress für Alternativmethoden. Dieser fand im September in Rom statt. Darüber hinaus soll ein Filmprojekt in verschiedene Sprachen übersetzt werden. Der Streifen berichtet über Möglichkeiten, um Tiere bei Veterinärstudien (Anatomie, Chirurgie, Pharmakologie usw.) zu ersetzen.

Zeitschrift ALTEX

ALTEX ist die wichtigste wissenschaftliche Zeitschrift, die über Alternativmethoden berichtet. Sie erscheint auf Englisch und Deutsch und kann weltweit in Papierform oder elektronischer Version abonniert werden. Dr. Daniel Favre gehört seit der Gründung von ALTEX Edition Ende 2006 dem Vorstand an. Die Liga beteiligt sich mit einem jährlichen Beitrag von Fr. 7'500.-.

Dossier „Vivisektion in der Schweiz an 100 Vögeln einer auf der Roten Liste eingetragenen Art bewilligt“

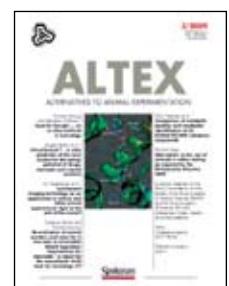
Im März 2007 reichten wir gegen die Verantwortlichen von Tierversuchen Klage ein, die zum Tod von zahlreichen Vögeln (siehe vorherige Ausgaben unserer Zeitung) geführt hatten. Am 27. August 2009 bestätigte der Solothurner Staatsanwalt die Verstöße gegen das Tierschutzgesetz und erweiterte die Klage gegen Dr. Bize und das Solothurner Veterinäramt.

Im April 2009 nahm das Geschehen einen für uns negativen Verlauf. Die Tierversuchskommission des Kantons Zürich spielte die Leiden der Tiere herunter und beteuerte, die angewandte Methode sei gerechtfertigt. Im Juni 2009 fochten wir den Wortlaut des Gutachtens vehement an. Luc Fournier als Mitglied der Genfer Kommission und Walter Dietrich vom Freiburger Tierschutzverein als Mitglied der Freiburger Kommission konnten bewiesen, dass das Zürcher Gutachten Inkohärenzen aufwies und die Stellungnahmen zudem nicht begründet wurden. Somit war nicht ersichtlich, auf welchen wissenschaftlichen Argumenten diese beruhten. Schliesslich entschloss sich der Solothurner Staatsanwalt, gegen die beiden anerkannten Verstöße Klage einzureichen. In Anbetracht der absolut unnötigen Versuche, des Inhaltes unseres Dossiers und der geringschätzigen Haltung der kantonalen Behörde stellt dies eine herbe Enttäuschung dar. Angesichts der Ausführungen der Zürcher Kommission als Expertengremium ist es jedoch besser als nichts. Am 12. März 2010 werden Dr. Bize und das Solothurner Veterinäramt von einem Richter verhört. Die Klage des Staatsanwaltes sollte demnächst behandelt werden und ein Urteil ist vor Ablauf der Verjährungsfrist zu erwarten.

Unser Dank richtet sich an den Veterinär Walter Dietrich für seine Unterstützung beim Gegengutachten. Des Weiteren danken wir Christiane Haupt, Präsidentin der Deutschen Gesellschaft für Mauersegler e.V., und Clarice Allemann, welche die Klage ursprünglich eingereicht hatte und das Dossier weiterverfolgt.

Wir danken auch all unseren Mitgliedern in den Städten Biel und Solothurn sowie den Kantonen Bern und Solothurn. Sie haben sich bei verschiedenen Instanzen dafür eingesetzt, dass Dr. Bize keinen Zugang zu Mauerseglerkolonien mehr hat.

Ganz herzlich danken möchten wir auch Mathias Reinhart, dem Solothurner Rechtsanwalt, den wir ab November 2007 mit der rechtlichen Unterstützung unseres Dossiers beauftragten. Wir haben es teilweise seinem Einsatz und seinen zahlreichen Interventionen beim Staatsanwalt zu verdanken, dass die Klage nicht als „ohne Folge klassiert“ eingestuft wurde. Bei Gesetzesverstössen, die sich gegen Tiere richten, ist dies leider sehr oft der Fall. Wir danken Herr Reinhart auch für seine „bescheidenen“ Honorare. Diese hatten zur Folge, dass sich die Gesamtkosten für unser Dossier bis anhin auf weniger als Fr. 4'000.- belaufen.



ZUGETIVE 2009



Veranstaltungen - ZUGETIVE 2009

„Gemeinsam gegen Tierversuche“

Die zweite Ausgabe unseres Aktions- und Demonstrationstages zur Abschaffung der Vivisektion, den die Liga gemeinsam mit der ATRA und der AGSTG durchführte, fand am 19. September 2009 auf der Place Georges-Python in Freiburg statt. In der Ausgabe Nr. 26 unserer Zeitung von Dezember 2009 berichteten wir von dieser Veranstaltung. Angesichts der Arbeit, die mit der Organisation eines solchen Events verbunden ist, ist es höchst bedauerlich, dass nur einige hundert Personen die Gelegenheit zu einer Teilnahme nutzten. Da unsere drei Verbände insgesamt rund 30'000 Mitglieder zählen, ist dies recht wenig. Natürlich werden viele von uns regelmässig aufgefordert, sich an zahlreichen Aktivitäten jeglicher Art zu beteiligen. Eine Veranstaltung dieser Grösse führen wir aber nur einmal pro Jahr durch und es ist schade, dass sich keine grössere Anzahl Sympathisanten eingefunden hat. Dies ist umso bedauerlicher, da eine solche Veranstaltung sehr zeit- und kostenaufwändig ist. Mit den verschiedenen kantonalen Departementen ist ein Briefwechsel zu führen, es muss ein Standort reserviert werden, die Abfallverwaltung ist zu planen und die Wasser- und Stromversorgung vor Ort zu gewährleisten. Des Weiteren müssen sich die Veranstalter an die verschiedenen Firmen wenden, damit die Zelte eingerichtet und wieder abmontiert werden. Material (Friteuse, Grill, Recycling-Geschirr, Verstärkeranlagen usw.) muss gekauft oder gemietet werden, um den Bar- und Restaurantbetrieb sowie einen reibungslosen Verlauf der Vorträge zu gewährleisten. Anschliessend sind die Stände einzurichten und das Ausstellungsmaterial ist vorzubereiten. Vertreter von SLGV, ATRA und AGSTG begaben sich im Mai 2009 vor Ort, um eine Standortbesichtigung vorzunehmen. Luc musste im August ein weiteres Mal nach Freiburg kommen, um mit der Polizei die Bedingungen für die Demo durch die Strassen der Stadt zu organisieren. Die auf die drei Organisationen aufgeteilten Gesamtkosten für ZUGETIVE belaufen sich auf Fr. 10'000.- und sind somit nicht zu unterschätzen.

Gleichzeitig reichte eine Delegation x der SLGV, ATRA und AGSTG am 16. September 2009 beim Freiburger Grossen Rat die 19'116 Unterschriften der Petition „Stoppt die Affenversuche an der Universität Freiburg“ ein. In einer schriftlichen Erklärung an die Petitionskommission des Grossen Rates forderten wir die Einstellung der an der Universität vorgenommenen Tierversuche. Wir zeigten auf, dass stattdessen besser ein Forschungspool für Ersatzmethoden geschaffen würde. Normalerweise entscheidet eine solche Kommission innert fünf Monaten darüber, was mit einer Petition geschieht. In diesem Fall liess das Gremium am 4. Dezember 2009 verlauten, „angesichts des äusserst komplexen Themas könnte die Prüfung etwas mehr Zeit in Anspruch nehmen. Die Mitglieder der Kommission werden das Intervall nutzen, um den vorgelegten Fall genauer zu studieren.“ Wir bleiben dran...

Bezüglich der Petition selber bedauern wir, dass wir die symbolische Zahl von 20'000 Unterschriften nicht erreicht haben. Natürlich sind die 19'116

Leserbrief

Ich habe am Samstag, den 19. September, an der Tagung ZUGETIVE teilgenommen. Die Veranstaltung war toll und die Organisatoren haben eine bemerkenswerte Arbeit geleistet. Alles war vorhanden: Informationsstände, Vorträge, Filme, veganes Essen usw. Der Umzug endete in einem energischen Ton. Alles war perfekt. Leider waren wir aber nur sehr wenige. Warum?

Eine Veranstaltung stellt ein extrem wichtiges, ja sogar grundlegendes Event dar, um eine Idee bekannt zu machen und darzulegen. Sie ist ein Mittel, das dazu dienen kann, die öffentliche Meinung zu bilden. Dazu müssen wir zahlreich erscheinen, allen Altersgruppen angehören und unter den verschiedensten Bedingungen leben. Einzig und alleine so werden sich die Leute bewusst, dass es sich bei den Anhängern dieser Sache nicht nur um eine Handvoll erleuchteter und brüllender Randständiger, sondern um eine bedeutende Masse von Personen handelt, welche die Gesellschaft in ihrer Gesamtheit vertreten. Es geht darum, einen genügend grossen Teil der Bevölkerung zu überzeugen. Auf diese Weise können wir eine kritische Masse bilden, deren Meinung schliesslich und unweigerlich zum Wandel führt, den wir fordern. Je umfassender eine Veranstaltung ist, umso mehr wird sie die Medien interessieren und umso bedeutender wird das Echo auf das Anliegen ausfallen, das wir vertreten. Aktivismus ist sicherlich nicht jedermann's Sache. Im Rahmen derselben Veranstaltung kann man aber auf verschiedene Arten reagieren. Das Wichtigste ist die physische Präsenz. Diese kann in völligem Schweigen erfolgen. Etwas dürfen Sie sich allerdings gewiss sein: Wenn Sie nicht den Mut haben, beim Umzug lautstark Slogans zu skandieren, so werden dies die anderen an ihrer Stelle übernehmen. Es handelt sich um einige Stunden Ihres Lebens. Für das Schicksal von Milliarden weltweit gequälten, abgeschlachteten und ausgebeuteten Tieren kann dies jedoch entscheidend sein.

Im Bereich der Vivisektion werden Fortschritte erzielt – dies steht fest. Sie erfolgen aber zu langsam. Meiner Ansicht nach kann jede und jeder von uns etwas Zeit investieren, um einer öffentlichen Kundgebung zu folgen und die Arbeit der verschiedenen Organisationen zu unterstützen. Diese setzen sich unablässig dafür ein, dass solche Arten ruchloser Folter für immer verschwinden.

Nach jeder Veranstaltung kam ich mir etwas grösser vor. Ich war stets sicher, das Notwendige geleistet zu haben.

Abschliessend diese Worte: «If not you, who? If not now, when?»

Olivier Koelliker – 22. September 2009

Als erstes möchte ich Ihnen ganz herzlich zu Ihrer Zeitung gratulieren. Sie beweisen, dass es möglich ist, die Bevölkerung unseres Landes in einer Ausgabe in den drei wichtigsten Landessprachen zu informieren. Viele andere NGOs können dasselbe nicht von sich behaupten. Des Weiteren schätze ich Ihre persönlichen Schilderungen darüber, wie Sie die Spenden einsetzen, die Sie erhalten. Ich fordere Sie auf, Ihre Aktion gegen das unnötige Leiden fortzusetzen, das anderen Lebewesen beigelegt wird. Persönlich bedauere ich das radikale und sogar gewalttätige Vorgehen, das gewisse Fanatiker anwenden, um ihre Anliegen zu vertreten. Ich habe keine sehr hohe Meinung von Herrn Vasella. Dies insbesondere wegen dem Schwindel erregenden Einkommen, das er sich zuschanzt, wie wenn er der einzige wäre, der in seinem Unternehmen arbeitet. Die Attentate, die auf ihn und seine Familie ausgeübt wurden, kann ich aber in keiner Weise gutheissen. Solche Methoden gehören nicht zu unseren demokratischen Traditionen. Wir verfügen in der Schweiz über legale Mittel, um unsere vierbeinigen Geschwister mit Pelz und Gefieder vor der Grausamkeit zu schützen. Die Anschläge, die sich gegen Herrn Vasella richteten, sind meiner Ansicht nach kontraproduktiv und könnten der Sache mehr schaden als nützen. Ich bitte Sie deshalb, in der nächsten Ausgabe dieser Zeitung auf unmissverständliche Weise Stellung zu nehmen und jegliche gewalttätigen Methoden klar und vehement zu verurteilen.

Vivian Stancheris – 13. Oktober 2009

Unterschriften, die wir innerhalb von drei Monaten sammelten, bereits bemerkenswert. Leider treffen aber zahlreiche Unterschriftenbögen regelmäßig mehrere Wochen nach Ablauf der auf der Petition erwähnten Frist bei uns ein. Allein die Liga erhielt rund vierzig verspätete Bogen mit über 350 Unterschriften. Diese sind für uns leider von keinerlei Nutzen.

Gewalttägiges Vorgehen gegen NOVARTIS

Im Juli und August 2009 liessen sich Unbekannte zu Aktionen gegen Daniel Vasella, den allmächtigen Chef des Pharmaunternehmens Novartis, hinreissen. Zuerst wurde in Chur das Grab seiner Mutter geschändet und deren Asche gestohlen. Anschliessend wurde sein Chalet, das sich auf einem 4'000 Hektaren grossen Gelände im Tirol befindet und als Ausgangsort für seine Jagdpartien dient, in Brand gesetzt. Seine Trophäensammlung wurde in Schutt und Asche gelegt. Mit einem Jahresgehalt von 20 Millionen Franken war Vasella der Öffentlichkeit bis anhin hauptsächlich als bestbezahlter CEO der Schweiz bekannt. Durch den Brand seines Chalets wurden plötzlich neue Aspekte enthüllt. Der Manager verdient seinen Lebensunterhalt nicht nur mit Hundertausenden von Tieren, die in den Labors geopfert werden, sondern vergnügt sich am Wochenende zusätzlich damit, auf seinem Tiroler Geländer ein paar Tiere mehr abzuschiesseen. Die Aktionen weckten auch das Interesse der Medien. Während sich diese normalerweise nicht sehr häufig mit dem Thema Vivisektion befassen, war plötzlich überall davon die Rede. Die Aufmerksamkeit richtete sich sogar auf unsere Veranstaltung ZUGETIVE und es wurde vorausgesagt, diese könnte zu Ausschweifungen und gewalttägigen Akten gegen die Universität Freiburg führen. Presse und Radio berichteten über das Ereignis. Für uns war dies sehr nützlich, stiessen doch unsere Forderungen plötzlich auf Gehör. Ungeachtet all dieser Fakten lösen die Aktionen gegen Daniel Vasella ein gewisses Unbehagen aus. Wie kann man sich dazu hinreissen lassen, die Asche einer Toten auszugraben, um den eigenen Forderungen Nachdruck zu verleihen? Wenn das Leben heilig ist, sollte es auch der Respekt vor den Toten sein. Die Frage, ob der Zweck die Mittel heiligt, muss klar mit Nein beantwortet werden. Wir sind uns bewusst, dass die Verwendung „demokratischer“ Mittel, um einen Wandel herbeizuführen, langwierig und mühselig erscheinen mag. In der Folge mögen sich gewisse Leute zu gewalttägigen Aktionen hinreissen lassen, um das Leiden der Tiere umgehend zu lindern. Derartige Aktionen dürfen aber nie dazu führen, der Gesundheit anderer zu schaden oder ihre Würde zu verletzen.

Standaktionen

Bereits zum dritten aufeinanderfolgenden Mal nahm die Liga am Salon „Animalia“ teil, der am 17. und 18. Oktober 2009 im Palais de Beaulieu in Lausanne stattfand. Erstmals hatten wir auch einen Stand mit Kosmetika, die nicht an Tieren getestet werden. Es handelte sich dabei um die zertifizierten Bio-Marken Li Cosmetic, Farfalla und Primavera Life.

Im Laufe des Jahres führten wir verschiedene Standaktionen durch. Wir danken Suzanne Wachtl für die zahlreichen Stände insbesondere gegen die Corrida und die Gänseleber, die sie seit vielen Jahren organisiert. Diese stellen stets eine Gelegenheit dar, um eine grosse Anzahl Unterschriften zu sammeln. Unser Dank richtet sich auch an Michèle Loisel und Sylvie Benoît, die im Kanton Neuenburg seit vielen Jahren regelmäßig Standaktionen ermöglichen. Ganz besonders danken möchten wir zudem Laurianne Nicoulin und Anne Atjecoutay, die sich bei Standaktionen stets zur Verfügung stellen und sich auch an besonderen Events wie der Animalia oder ZUGETIVE beteiligen.

Des Weiteren unterstützte die Liga die Aktion „Für eine Migros ohne Foie gras“, welche die eigens zu diesem Zweck gebildete Vereinigung „Migras“ lancierte. Ihre Mitglieder stammen grösstenteils aus der aktiven Gruppe „Lausanimaliste“. Vor allem im November und Dezember 2009 fanden zahlreiche Aktionen statt. Dazu gehörten Veranstaltungen vor oder in den Geschäften, Standaktionen, die Verteilung von Flugblättern usw. Die finanzielle Unterstützung der Liga beläuft sich auf Fr. 5'000.-. Sie umfasst den Druck von 142'000 Protestpostkarten, von denen 120'000 der Zeitung der Liga beigelegt wurden, sowie eine Beteiligung an den allgemeinen Kosten (Druck von Flyern, Spruchbändern usw.).

Anzeigen und Werbung

Unsere Anzeigenkampagnen in den Zeitungen galten insbesondere der Unterstützung von Alternativmethoden.



Die finanziellen Schwierigkeiten, mit denen die Presse zu kämpfen hat, haben zumindest den Vorteil, dass wir ganzseitige Inserate schalten können, die viel weniger kosten als in „normalen“ Zeiten. Es handelte sich dabei um Anzeigen in den Beilagen des Blick und von L'Hebdo sowie verschiedenen regionalen Wochenzeitschriften.

Einige Anzeigen gegen das Pelztragen wurden auch in Magazinen wie Elle, Paris Match sowie Jeune et Jolie veröffentlicht.



Am 1. Dezember 2009 lancierte die Liga einen Plakatwettbewerb „Für die Ersetzung von Tierversuchen durch neue Alternativmethoden“. Als Einsendefrist für die Projekte gilt der 15. März 2010.

Die Preisverleihung für französischsprachige Plakate findet am Mittwoch, den 24. März 2010 in der Galerie ANIMISTespace, rue Louis-Aubert 4, 1206 Genf - www.animistespace.ch-statt.

Die Preisverleihung für deutschsprachige Plakate ist auf Mittwoch, den 31. März 2010 im Kunstraum Walcheturm, Kanonengasse 20, 8004 Zürich - www.walcheturm.ch - angesagt. Die Feiern sind öffentlich und wir hoffen, viele von Ihnen bei dieser Gelegenheit begrüssen zu dürfen. Informationen zu den genauen Zeiten sowie den Ausstellungsdaten finden Sie auf der Homepage unserer Website.

Die 1200 Plakate in den Formaten F4 und F12 werden vom 19. Mai bis am 2. Juni 2010 auf öffentlichem Grund zu bewundern sein.

Unterstützung von Tierheimen in Not und Kastrationskampagnen

Die Liga unterstützt jedes Jahr rund zwanzig Tierheime oder Tierpflegezentren und finanziert Kampagnen zur Kastration und Sterilisierung streunender Katzen. Im Jahr 2009 belief sich der für solche Aktionen verwendete Betrag auf Fr. 122'618.-, darunter Fr. 25'873.- für Kastrationskampagnen und die Übernahme von Veterinärkosten. Unterstützungen von Fr. 1'000.- oder mehr gingen an folgende Tierheime oder Aktionen:

Bern: Fr 1'000.- für ein Tierzentrum, Fr 1000.- für ein Hundeheim, Fr 3'000.- für ein Katzenheim. Genf: Fr. 1'500.- für ein Pferdeheim. Jura: Fr. 2'000.- für ein Tierheim. Luzern: Fr. 1000.- für ein Tierheim. Neuenburg: Fr. 3'000.- für die Übernahme von Veterinärkosten und die Unterstützung bei der Gründung eines Pferdeheims, Fr. 1'000.- für ein Katzenheim. Tessin: Fr. 2'000.- zur Begleichung von Veterinärrechnungen für ein Hundeheim. Wallis: Fr. 1000.- für ein Tierheim. Waadt: Fr. 4'000.- für ein Pferdeheim.

All diese Hilfen werden gewährt, nachdem jeder Fall einzeln geprüft wurde und eine Mehrheit der Vorstandsmitglieder der Finanzierung zugestimmt hat. Unterstützung erhalten vor allem Tierheime, die uns seit langem bekannt sind und bei denen die Liga sicher ist, dass die Spenden gute Verwendung finden. Suzann Karagöz kümmert sich seit vielen Jahren auch um die Kampagne zur Sterilisierung und Kastration streunender Katzen im Kanton Genf. Die Tiere werden kastriert und am Ohr gekennzeichnet, bevor sie an ihrem Fundort wieder freigelassen und anschliessend regelmässig ernährt werden. Indem an einem bestimmten Ort eine stabile Population wilder Katzen gehalten wird,

versucht man, deren starke Vermehrung zu verhindern. Damit verhindert man auch die Euthanasie oder das Totschlagen der Tiere, wie es Jagdhüter oder private Jäger in zahlreichen Kantonen praktizieren. Die Liga finanziert solche Aktionen jährlich mit Beträgen zwischen Fr. 10'000.- bis Fr. 15'000.-. Diese werden ausschliesslich für die Bezahlung von Sterilisationen und Kastrationen aufgewendet, die verschiedene Tierärzte vornehmen.

Seit einigen Jahren beteiligt sich die SLGV nicht mehr an der Finanzierung von Tierheimen oder Kastrations- und Sterilisationskampagnen im Ausland. Dies ist auf die Schwierigkeiten zurückzuführen, die sich bei der Verfolgung der Projekte und der Kontrolle der eingesetzten Spenden ergeben. Einzige Ausnahme ist ein Tierheim in Hochsavoyen (F), mit dem die Liga in engem Kontakt steht und im Rahmen verschiedener Dossiers zusammenarbeitet, die Tierversuche betreffen. Im Jahr 2009 erhielt das Tierheim Fr. 3'000.-, mit dem es unvorhergesehene Kosten decken konnte.

Hie und da werden wir auf die finanzielle Unterstützung angesprochen, die wir Tierheimen in Not gewähren. Bei dieser Gelegenheit wird argumentiert, wir sollten uns nur an Aktionen finanziell beteiligen, die Tierversuche betreffen. In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass der Zusatz „und für die Rechte des Tieres“, welcher den Namen der Liga ergänzt, auf einen Beschluss zurückzuführen ist, den die Generalversammlung in den Neunzigerjahren traf. Dieser zielte darauf ab, auch weiter gefasste Tierschutzaktionen zu unterstützen. Der Entscheid wurde vom gesamten nationalen Vorstand unterstützt, dessen Mitglieder grösstenteils allgemeinen Tierschutzorganisationen angehören.

Begründen lässt sich unser Engagement auch damit, dass der Tierschutz durch interne Spaltungen und Streitigkeiten arg in Mitleidenschaft gezogen wird. Unser Land zählt über hundert verschiedene Tierschutzorganisationen. Fast alle befinden sich mit der einen oder anderen Organisation in einem Konflikt und schliesslich führt jeder Verband seinen eigenen Mitteln entsprechend eigene Aktionen durch. Als Einzelkämpfer erzielen wir in der Öffentlichkeit und bei den Medien aber nur eine geringe Wirkung. Unsere Abschottung nützt einzig und allein denjenigen, die von einem geschwächten Tierschutz profitieren. Aus diesem Grund bemüht sich die Liga um eine gute Zusammenarbeit mit möglichst vielen Tierschutzorganisationen. Je mehr Leute unsere Aktionen unterstützen, desto grösser sind unsere Chancen. In der Folge unterstützt die Liga andere Organisationen, die eine Aktion lancieren oder mit finanziellen Schwierigkeiten zu kämpfen haben.

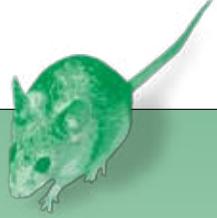
Die finanzielle Unterstützung mag beträchtlich erscheinen. In diesem Zusammenhang ist aber auch zu berücksichtigen, welche Einnahmen durch solche Hilfe entstehen. So gibt es beispielsweise Privatpersonen, welche für die Liga spenden, weil wir das Heim X unterstützt haben, als sich dieses in einer schwierigen Phase befand. Erwähnenswert ist auch eines der Legate, die der Liga zugute kamen. Es betrifft ein Gebäude, das in den Neunzigerjahren in ein Katzenheim umgewandelt wurde. Die allein stehende, betagte Dame, die sich darum kümmerte, war mit der Situation völlig überfordert. Rund achtzig Wildkatzen hielten sich in verschiedenen Räumen auf, deren abgedichtete Fenster weder Luft noch Licht durchliessen. Der Uringeruch war unerträglich und wegen der feuchten Luft konnte man fast nicht atmen. Angesichts des riesigen Problems waren die Tiere nicht vermittelbar. Die Kantonsbehörde hatte somit zwei Möglichkeiten: Entweder sie liess alle Tiere einschlafen oder sorgte für annehmbare Haltebedingungen. Der Kantonsveterinär überzeugte die Besitzerin, zwei Aussenanlagen zu bauen, damit die Tiere frei ein- und ausgehen konnten. Der Tierarzt wandte sich an die Liga, die sich bereit erklärte, Material für einen Gesamtbetrag von Fr. 5'000.- zu finanzieren. Ein Vorstandsmitglied kümmerte sich um den Kauf und die Materiallieferung und begab sich freiwillig vor Ort, um die Aussenanlagen zu bauen. Zwei Monate später konnten die Katzen ihre neue Umgebung erkunden, rennen, klettern und insbesondere frische Luft atmen. Die Liga betrachtete das Dossier als abgeschlossen. Ende 2007 – über zehn Jahre nach unserer Hilfsaktion – informierte uns ein Anwalt über den Tod der alten Dame mit und liess verlauten, diese habe uns das Gelände vermacht, auf dem wir die Aussenanlagen erstellt hatten. Der für 2010 vorgesehene Landverkauf dürfte der Liga einen beträchtlichen Betrag einbringen.

Schlussfolgerungen

Wie Sie festgestellt haben, fällt der Geschäftsbericht der Liga dieses Jahr recht ausführlich aus. Wir wollten unsere Aktionen genau schildern und die Ausgaben beziffern, damit klar wird, welchen Einsatz wir im Jahr 2009 geleistet haben. Vielleicht kann dies einige Mitglieder zu einer tatkräftigeren Zusammenarbeit bewegen. Insbesondere auf Deutschschweizer Seite würde sich der Vorstand über neue Kräfte sehr freuen. Zögern Sie nicht und kontaktieren Sie Maja im Büro der Liga. Sie wird all Ihre Fragen beantworten und Sie hoffentlich von einem umfassenden Einsatz für die Liga überzeugen können.

Max Moret, Präsident

Edito



Cari Soci, care amiche e cari amici della Lega,

Come annunciato in prima pagina, i progetti per il nostro concorso di manifesti saranno esposti tra breve.

La consegna dei premi per i manifesti francofoni avrà luogo a Ginevra il 24 marzo 2010 presso la Galleria ANIMISTespace. Il vernissage si svolgerà dalle 18.00 alle 21.00, la premiazione alle 19.00. I manifesti saranno poi esposti giovedì 25 e venerdì 26 marzo dalle 13.30 alle 19.30 e sabato 27 marzo dalle 16.00 alle 19.30.

La consegna dei premi per i manifesti svizzerizedeschi avrà luogo a Zurigo mercoledì 31 marzo 2010 presso il centro culturale Kunstraum Walcheturm. Il vernissage si svolgerà dalle 18.00 alle 21.00, la premiazione alle 19.00. I manifesti saranno poi esposti giovedì 1°, venerdì 2 e sabato 3 aprile dalle 13.00 alle 18.00.

Ci auguriamo di accogliervi numerosi in occasione di queste premiazioni che vi consentiranno di scoprire i due manifesti con i quali illustreremo la nostra prossima campagna pubblica. I 1200 manifesti di formato F4 (89,5x128 cm) e F12 (268,5x128 cm) saranno visibili nei cantoni di Zurigo, Basilea, Berna, Vaud, Ginevra, Friborgo, San Gallo, Vallese, Neuchâtel e Argovia, dal 19 maggio al 2 giugno 2010.

Per coloro che non possono essere presenti alle premiazioni ma che desiderano vedere i diversi progetti inviati, abbiamo deciso di cogliere l'occasione dell'esposizione dei manifesti presso la Galleria ANIMISTespace per organizzarvi la nostra prossima Assemblea Generale, sabato 27 marzo 2010 alle ore 14.00. La convocazione, l'ordine del giorno ed il piano per accedere alla Galleria sono pubblicati in ultima pagina. Nel presente numero troverete inoltre i conti della Lega a pagina 30 e 31, nonchè il nostro rapporto di attività 2009 che quest'anno è particolarmente dettagliato ed occupa praticamente la globalità del presente numero. Con questo speriamo di offrirvi una veduta d'insieme delle attività alle quali ci dedichiamo per tutto l'arco dell'anno. Per noi è anche l'occasione di condividere con voi i nostri sentimenti e le nostre impressioni relativamente a certe problematiche. Se vi sentite particolarmente coinvolti da una tematica, accoglieremo con piacere il vostro punto di vista per posta ordinaria o elettronica.

Vi auguriamo buona lettura ed in attesa di ritrovarvi prossimamente, vi inviamo i nostri saluti più cordiali.

Il Comitato

LEGA SVIZZERA CONTRO LA VIVISEZIONE e per i diritti dell'animale

Rapporto d'attività 2009

Lavoro amministrativo

Segreteria ed ufficio: Max Moret, Presidente, è in ufficio tutte le mattine dalle 8.00 alle 11.00. Segue da vicino tutti i dossier e garantisce il corretto funzionamento della Lega. Luc Fournier, Vice-presidente, è presente tutti i lunedì e mercoledì. Si occupa della redazione ed impaginazione del giornale e di altre pubblicazioni, del sito Internet e delle azioni nel campo della sperimentazione animale.

Dal 2007, il posto a tempo pieno della segreteria è diviso tra Marina Zumkeller e Maja Schmid. Si tratta dell'unico posto stipendiato della Lega. Nel giugno 2009, Marina ha ridotto l'orario di lavoro dal 40 al 30%. Si occupa principalmente della contabilità ed assicura una permanenza in ufficio il martedì pomeriggio ed il venerdì. Maja è dunque occupata ora al 70%, ed è presente lunedì, martedì mattina, mercoledì e giovedì. Parla correntemente tedesco, francese ed inglese, ha qualche nozione di italiano, e dunque gestisce tutto il lavoro amministrativo e rappresenta la Lega nelle riunioni in Svizzera tedesca. La remunerazione annua netta per il posto a tempo pieno è di Fr 65'434.--. L'importo di Fr 97'398.-- riportato nella voce «Salarie d'oneri» comprende gli oneri sociali e le assicurazioni obbligatorie.

L'attività amministrativa della Lega è andata costantemente aumentando negli ultimi anni. Riceviamo quotidianamente numerose telefonate, lettere e mail, molte delle quali vanno trattate rapidamente. La gestione e la registrazione dei nuovi soci, il controllo amministrativo delle azioni in corso e l'organizzazione di eventi esigono che il Comitato possa contare su una segreteria efficace. Ad esempio, l'organizzazione della manifestazione ZUGETIVE a Friborgo ha generato decine di lettere alle amministrazioni friborghesi nonchè centinaia di mail fra le tre associazioni organizzatrici. Per quanto riguarda le lettere o mail ricevute dai nostri soci, cerchiamo di rispondere nei tempi più brevi. Se un invio non ha ricevuto risposta entro la settimana successiva, non esitate a farcelo sapere. È possibile che non l'abbiamo ricevuto, soprattutto se si tratta di una mail. I nostri filtri anti-spam sopprimono talvolta per errore un messaggio prima che giunga a destinazione.

Contabilità: Ogni anno i nostri conti sono verificati dalla commercialista M.E.F. e presentati al Dipartimento Finanze di Ginevra. Questo ci consente di usufruire dell'esonero fiscale. Cogliamo l'occasione per ricordarvi che avete la possibilità, conformemente alla legge vigente nel vostro cantone, di detrarre dalla vostra dichiarazione fiscale tutti i doni (generalmente) superiori a Fr 100.-- fatti alla Lega. Per conoscere le modalità detrattive, basta che vi mettiate in contatto con la vostra amministrazione fiscale.

Finanze

Quest'anno, la Lega lamenta un disavanzo di Fr 58'424.--. Dati gli averi della Lega, questo deficit non è di per sé problematico e si spiega con le numerose azioni portate avanti nel 2009. Teniamo inoltre a precisare che numerosi lasciti, di cui la Lega è interamente o parzialmente beneficiaria, sono in corso di trattamento presso studi notarili in Svizzera ed all'estero.

Alla lettura dei conti, ci si rende conto peraltro che i lasciti costituiscono una cospicua parte degli introiti della Lega, in parte dovuto al fatto che la modesta quota annua di Fr 15.-- rimane invariata da una ventina d'anni. Mantenendo una quota di adesione poco elevata, ci precludiamo evidentemente la possibilità di entrate ma offriamo anche la possibilità, a chiunque lo desidera, di manifestare la sua opposizione alla vivisezione e di partecipare all'organizzazione della Lega, a prescindere dalla sua situazione finanziaria. Ci auguriamo che le nostre finanze

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2 **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - **admin@lscv.ch** - **www.lscv.ch**

Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**

L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00. **Permanenza in francese:** da lunedì a venerdì. **Permanenza in tedesco:** lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina.

Permanenza in italiano: martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

della Lega svizzera contro la vivisezione

saranno sempre sufficienti per permetterci di agire in questo modo e ringraziamo di cuore tutte le persone che hanno avuto la generosità di pensare alla Lega al momento di predisporre il testamento.

Giornale

Delle quattro edizioni annue, tranne il numero di marzo che contiene i conti e si rivolge prioritariamente ai soci della Lega, le altre tre edizioni sono regolarmente oggetto di una distribuzione a tappeto. Nel 2009, il giornale di giugno, stampato in 140'000 copie, è stato distribuito nel cantone di Zurigo. 74'000 copie di quello di settembre sono state distribuite nel cantone di Friborgo, per annunciare la manifestazione ZUGETIVE che si sarebbe svolta poco tempo dopo. 130'000 copie del giornale di dicembre sono state distribuite nel cantone di Ginevra, per via del tentativo di reintrodurre la caccia in questo cantone attraverso un emendamento della commissione finanze.

Dato lo scarso interesse dei media a sostenere la causa degli animali nei laboratori, la distribuzione a tappeto del nostro giornale ci permette di toccare un vasto pubblico al minor costo, poiché la stampa è poco onerosa. Ciò è dovuto al fatto che è stampato a grande tiratura ed in formato tabloid su rotative offset, ovvero «carta giornale». Il prezzo di costo per copia di scomponibile come segue: stampa recto-verso

del giornale di 32 pagine: Fr 0.16, stampa del bollettino di versamento: Fr 0.07, intercalatura e condizionamento: Fr 0.03, invio postale Fr 0.50. Totale: 76 centesimi a copia, indirizzato ai nostri soci. Per i giornali distribuiti a tappeto, i costi di produzione di 26 centesimi per copia vanno aggiunti ai costi di distribuzione, fatturati in media Fr 90.-- ogni mille copie.

Anche se l'aspetto carta giornale del nostro trimestrale non ne mette forse in giusto valore il contenuto, si tratta indubbiamente della soluzione meno onerosa per una distribuzione su ampia scala.

Shop e documentazione

DVD: l'ufficio ha finalizzato il trasferimento su DVD dei suoi principali filmati archiviati sotto forma video. Nove DVD che raggruppano tredici film in francese, tedesco o inglese, sono a disposizione del pubblico, per un prestito di 30 giorni. È inoltre possibile visionare uno stralcio di ogni film sul nostro sito internet, sulla pagina "edizione". Può succedere che alcuni DVD non siano compatibili con il lettore utilizzato. In tal caso, è possibile inviare il film originale su videocassetta. Il montaggio dei film su DVD, la duplicazione e stampa delle copertine sono stati effettuati dall'ufficio della Lega. Solo la numerizzazione dei dati è stata affidata ad una ditta esterna per un costo di Fr 400.--

T-Shirt: Un nuovo modello è venuto ad aggiungersi alle quattro magliette uscite alla fine del 2008. Si tratta della versione tedesca (Verstehen und Abschaffen) del modello francese « Capire e abolire » che ha riscosso un grosso successo. Nel corso dell'anno sono state esaurite parecchie taglie di diversi modelli. Per il momento non se ne prevede la riedizione.

Soci

La Lega ha accolto 1079 nuovi soci nel 2009 ai quali auguriamo il benvenuto ringraziandoli calorosamente per il loro coinvolgimento. Per noi queste nuove iscrizioni sono un incoraggiamento a proseguire le nostre attività.

Riunioni del Comitato

Il Comitato nazionale si è riunito il 28 marzo ed il 14 novembre 2009 presso la sede della LSCV a Ginevra. Sono stati decisi gli stanziamenti di aiuti finanziari allo sviluppo dei metodi alternativi, di sostegni puntuali a diversi rifugi in difficoltà nonché diverse azioni. Durante tutto l'arco dell'anno, si sono svolte diverse riunioni tra membri del Comitato per garantire l'accompagnamento ed il controllo delle azioni in corso.

Attualmente, il Comitato è composto dalle seguenti persone: Presidente: Maxime MORET, Vice presidente : Luc FOURNIER, Tesoriera: Marina ZUMKELLER, Soci: Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT e Suzanne WACHTL.

VETO

Ricordiamo che VETO, la cui sede è a Zurigo, raggruppa diverse associazioni svizzere di protezione degli animali. Fondato nel 1956, è stato riattivato nel 1985 con la denominazione « VERBAND TIERSCHUTZ - ORGANISATIONEN SCHWEIZ » (Federazione protezione degli animali – Organizzazione svizzera). In virtù del suo regolamento, che gli consente di usufruire dell'esonero fiscale, i suoi soci intervengono su base volontaria e l'organizzazione non persegue alcuno scopo commerciale.

La Lega è membro di VETO fin dalla sua creazione ed il nostro contributo annuo ammonta a Fr 1'250.--.

Attualmente VETO conta cinque associazioni membri. Si tratta, oltre alle Lega, di Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Tierschutzbund Zurich e Ocean Care. Maja Schmid e Suzanne Wachtl hanno

Mailing delle nostre cartoline

Anche quest'anno le tre cartoline dipinte dall'artista Hans Hofstetter hanno riscosso un grande successo. Lo ringraziamo per la somma «modica» che ci chiede, tenuto conto del lavoro che la realizzazione di queste opere richiede.

Per memoria, effettuiamo tre spedizioni di cartoline sotto forma di mailing, in febbraio a circa 60'000 indirizzi nuovi, poi in giugno e novembre a 40'000 indirizzi conosciuti. Facciamo questo mailing già da parecchi anni in collaborazione con una ditta specializzata, con l'obiettivo di far conoscere le nostre attività. Questi mailing garantiscono un reddito importante, poiché in media, tra l'8 ed il 10% degli invii generano un dono, in media di Fr 30.--.

Nel 2009, abbiamo potuto raccogliere Fr. 311'740.-- attraverso queste azioni. Detratte le spese generali (spese postali, stampa ecc.), l'utile netto è di Fr 156'666.--.

Vi ricordiamo che anche i Soci ricevono questo mailing. È per questo motivo che dal 2008 vi alleghiamo un secondo bollettino di versamento. Il primo (CP n°01-20089-8) è destinato alle persone desiderose di farci un dono mantenendo l'anonimato, che è il desiderio di un gran numero di donatori. Il secondo (CP n°12-2745-6) vi permette di farci un dono nominativo oppure di versare la vostra quota annua di iscrizione. Poiché questo secondo CP è gestito direttamente dalla Lega, vi invitiamo ad utilizzarlo in modo preferenziale in quanto ci agevola più particolarmente il lavoro di predisposizione degli attestati che vi consentono di detrarre i vostri doni dalla dichiarazione fiscale.



rappresentato la Lega presso VETO che si è riunito a 4 riprese nel 2009. Le sedute del 12 gennaio, 6 luglio e 17 novembre si sono svolte presso la sede stessa di VETO mentre quella del 17 marzo si è svolta a Berna in occasione della giornata parlamentare.

Durante l'anno in corso, VETO ha sostenuto finanziariamente la campagna svizzera tedesca contro la pelliccia mirata alla produzione del marchio « Pelzfrei »; peraltro il 28 maggio 2009 ha depositato presso l'ambasciata di Spagna a Berna, le 24'000 firme della sua petizione per l'abolizione della corrida.

Abbiamo appreso con grande tristezza il decesso, sopraggiunto il 10 agosto 2009, di Susi Goll, Presidente di VETO. Attiva da una trentina di anni nella difesa degli animali, il suo coinvolgimento aveva grandemente contribuito alla riattivazione ed alla nuova organizzazione di VETO.

Informazioni più dettagliate su VETO sono disponibili sul loro sito Internet all'indirizzo: www.veto-schweiz.org

Giornate dei Parlamentari

Maja Schmid e Suzanne Wachtl rappresentano la Lega anche nelle riunioni del Gruppo parlamentare di protezione degli animali. Queste riunioni si svolgono a Berna, generalmente in concomitanza con le tre sessioni federali. Purtroppo l'unica seduta del 2009 si è svolta il 17 marzo. Per questa occasione, il dott. H.Wyss, direttore dell'Ufficio federale di veterinaria (UFV) ed il dott. J.Schmidt, direttore aggiunto, erano venuti alla riunione per discutere dei possibili trattamenti in caso di malattie della lingua blu che hanno colpito diversi allevamenti bovini. Il secondo intervento riguardava la modalità di castrazione dei porcellini, tramite intervento chirurgico sotto anestesia o somministrazione di un vaccino.

Dopo la revisione della legge (LPdA) e l'ordinanza (OPAn) sulla protezione degli animali che hanno occupato il Parlamento tra il 2002 ed il 2007 e garantito una buona partecipazione dei parlamentari alle conferenze del gruppo di protezione degli animali, si è potuto osservare un certo disinteresse per questo gruppo a partire dal 2008. Alla seduta del 17 marzo erano presenti soltanto 6 parlamentari. La riunione prevista il 10 giugno seguente è stata annullata non essendovi alcuna iscrizione di parlamentari. L'attività del gruppo di protezione degli animali è stata da allora sospesa. È comprensibile che dati i numerosi dossier da trattare, i nostri eletti si concentrino su quelli più attuali, ma la situazione è veramente incresciosa. È bene ricordare che queste giornate parlamentari sono per noi l'occasione di incontrare i 200 consiglieri nazionali e 36 consiglieri agli Stati. Sono loro che in ultima analisi sono chiamati a

votare le leggi che consentono di proteggere meglio gli animali nel nostro paese. Poterli sensibilizzare su certe tematiche e motivare i loro voti a favore delle nostre azioni è assolutamente primordiale. Ciò malgrado, non dobbiamo arrenderci e ci auguriamo che il 2010 sia l'occasione per attivare una nuova dinamica in modo che questi incontri tornino ad essere attraenti.

Ringraziamo in modo particolare la consigliera nazionale verde Maja Graf (BL) per il suo grande impegno. Presidentessa del gruppo protezione degli animali, svolge con grande determinazione il mandato affidatole ed interviene regolarmente sotto la cupola in favore degli animali. Teniamo in proposito a ricordare che siamo noi a decidere quali parlamentari siederanno per quattro anni a Berna. In questa occasione, è importante mobilitarsi per sostenere i candidati che difendono la protezione degli animali e sbarrare la strada ai candidati che vi sono apertamente opposti. Nel 2008, il Consiglio nazionale ha perso uno dei suoi membri più attivi nella difesa degli animali. La deputata socialista Barbara Marty Kälin non è stata rieletta dagli elettori zurighesi ed ancora oggi rimpiangiamo la sua assenza. Per conoscere le prese di posizione dei parlamentari sul tema della difesa degli animali, la database consultabile a partire da « ricerca » sulla home page del Parlamento (www.parlament.ch) è particolarmente istruttiva. Inserendo parole chiave come « protezione degli animali », si può accedere agli oggetti che vi si riferiscono. Ringraziamo anche la società dei veterinari svizzeri (GST-SVS), che da molti anni si fa carico della segreteria e dell'organizzazione delle riunioni del gruppo parlamentare.

Commissioni

L'attività nazionale della Lega ci offre la possibilità di proporre candidati per certe commissioni non solo federali ma anche cantonali, segnatamente a Ginevra, dove la Lega ha sede.

Nel giugno 2009, abbiamo proposto la candidatura del Dott. Daniel Favre, biologo e specialista in metodi alternativi, per far parte della **Commissione federale sulla sperimentazione animale**. Il 28 ottobre, abbiamo ricevuto una risposta negativa dall'UFV che ha preferito « un'altra candidatura ». Per giustificare il suo rifiuto e la nomina di un unico rappresentante della protezione degli animali, allorchè vi sono due seggi disponibili, l'UFV si trincera dietro un conteggio alquanto fantasioso. Malgrado tutto, il nostro margine di manovra per imporre Daniel è ridotto. Siamo tuttora in attesa di informazioni complementari che ci consentano di delineare un intervento più determinato.

Daniel è stato comunque nominato in seno alla **Commissione per la sperimentazione animale del Canton Vaud**. Vi rappresenta la Lega dal 1° gennaio 2009. A quanto pare la sua attività ha « sconvolto » certe abitudini. Vincolato dal segreto d'ufficio, attualmente si adopera per risolvere personalmente i problemi cui è confrontato. Ma l'ufficio gli garantisce un sostegno totale ed è pronto ad intervenire se necessario.

Più piacevoli sono le notizie provenienti dalla **Commissione ginevrina per la sperimentazione animale** (CCEA). Vi ricordiamo che il 19 novembre 2008 la Lega aveva interpellato il Consiglio di Stato ginevrino per chiedere lo scioglimento della commissione (ex SCSEAV), per via di gravi disfunzionamenti (leggi a fianco). In seguito a questa lettera, i due rappresentanti degli ambienti scientifici che fino ad allora avevano rifiutato di dimettersi, sarebbero stati « gentilmente » pregati di farlo. Per finire, la commissione è stata sciolta nel 2008.

In occasione dell'istituzione della nuova Commissione (CCEA) nel marzo 2009, la Lega ha presentato la candidatura di Luc Fournier, che già da diversi anni rappresentava la Lega in seno alla SCSEAV. La sua candidatura è stata accettata, il che è una soddisfazione per noi in quanto è l'unico membro della vecchia commissione ad essere stato nuovamente nominato! La composizione della commissione è stata riveduta ed ora comprende uno specialista dei metodi sostitutivi nonché una specialista in bioetica. Stando a Luc, questa commissione opera oggi in modo soddisfacente, tenuto conto del piccolo margine di manovra lasciato dalla legge. Ciò malgrado, è bene salutare il fatto che nel 2009, 8'000 animali sono stati ritirati da esperimenti progettati dagli scienziati di questo cantone. Senza uno studio accurato di ogni singola domanda, questi 8'000 animali sarebbero finiti nei laboratori, ed alcuni avrebbero subito esperimenti molto dolorosi.

La **Commissione per la sperimentazione animale del Cantone di Neuchâtel** sembra tuttora in sospeso. Il 26 novembre 2008, avevamo sottoposto la candidatura di Michèle Loisel come membro di detta commissione, per farne cessare il funzionamento scandaloso. Il servizio veterinario ci aveva avvisati che la commissione avrebbe cessato di esistere nel 2009, che l'esame dei protocolli sarebbe stato deputato ad un'altra commissione cantonale. Per quanto ne sappiamo, se la commissione ha effettivamente sospeso le proprie attività, per il momento nessun'altra commissione è subentrata. Il rilascio delle autorizzazioni di sperimentazioni animali è dunque sospeso, ciò che non mancherà di suscitare l'ira degli scienziati del cantone che si ritrovano con ricerche bloccate. Tutto questo però non può

Oggetto : Modalità operative della sotto-commissione di vigilanza degli esperimenti sugli animali (SCSEAV)

Egregio Presidente,
Egregi Consiglieri di Stato,

Il diritto federale fa obbligo ad un cantone che autorizza sperimentazioni animali, di istituire una commissione per esperimenti sugli animali, "costituita da specialisti ed indipendente dall'autorità" (art. 18 LPDA). L'articolo 62 dell'OPAn, dal canto suo, precisa le modalità operative di detta commissione : "L'autorità cantonale trasmette le domande di autorizzazione, per esame, alla commissione per esperimenti sugli animali e decide in base al preavviso di quest'ultima. Se la sua decisione è contraria al preavviso, deve motivarla nei confronti della commissione". (...)

Gli scopi ed obiettivi di questa commissione sono molteplici

In primo luogo, le competenze diversificate dei suoi componenti consentono all'autorità di valutare la fondatezza di una domanda, nei casi in cui un determinato settore di studio è poco o mal conosciuto. Si tratta dunque di accettare la pertinenza scientifica di una domanda, a fronte delle sofferenze che può generare negli animali. Si tratta peraltro di assicurare la conformità legale della procedura prevista dal laboratorio, segnatamente per quanto attiene al numero di animali utilizzati, la dimensione dei gruppi e l'esecuzione dei diversi punti di studio (art. 61 OPAn).

Nei fatti

Purtroppo deploriamo che nessuna delle misure sopra descritte sia applicata nel nostro cantone e siamo scandalizzati dall'assenza totale di attività della SCSEAV. Da molti anni, si osserva chiaramente che questa sotto-commissione, tranne per quanto riguarda i nostri rappresentanti, non formula più alcun preavviso né procede al minimo controllo. E questo malgrado il fatto che il nostro rappresentante, Luc Fournier (...), abbia fatto presente a più riprese che l'assenza di attività di questa sotto-commissione è assolutamente inaccettabile alla luce degli incarichi che le sono imposti per legge (...). La rappresentante dei veterinari ginevrini ha risposto di "non essere competente per giudicare tutti i contenuti" di una domanda. La Presidente, dal canto suo, precisava di "non riuscire a leggere tutto". Quanto al lavoro inherente all'esamina delle domande, il rappresentante dell'Università, ha dichiarato che "non è possibile affidarlo ai componenti", "tanto più che giudica assurdo questo tipo di lavoro"!

(...) Dopo che il nostro rappresentante ha nuovamente deplorato l'assenza di partecipazione degli altri membri all'esame delle domande, la Presidente della SCSEAV ha risposto via mail, il 27 febbraio 2008 : "Quanto al rammarico del signor Fournier per l'assenza di partecipazione dei componenti della commissione ai diversi preavvisi, penso che ciascuno debba fare questo lavoro come lo intende e secondo il tempo che ha. Se un componente dà una risposta "senza commenti", è perché probabilmente non ha commenti da fare e, a mio parere, questo è perfettamente legittimo".

Il centinaio di nuove domande di esperimenti animali sottoposte ogni anno alla SCSEAV sarebbero dunque formulate così correttamente dagli scienziati da non giustificare il minimo intervento da parte della commissione? Tra il 1° febbraio 2006 ed il 1° giugno 2007 (...) i nostri due rappresentanti hanno passato al vaglio 116 delle domande trasmesse dall'autorità cantonale per preavviso. Tra queste, 105 domande sono state oggetto di una comunicazione scritta (...). In 34 casi, le proposte di modifica sono state spontaneamente accettate dai laboratori coinvolti, ciò che ha consentito di **evitare l'utilizzazione di 4'506 animali**. Se in oltre un quarto dei casi era perfettamente giustificato intervenire, si osserva che in questo periodo nessun altro membro della SCSEAV ha emesso un preavviso. Nessuna delle 34 riduzioni di animali ottenute ha peraltro suscitato il minimo interesse né dibattito in seno alla SCSEAV (...). Constatando sei mesi dopo che non era intervenuta la minima modifica del suo funzionamento, in data 8 ottobre 2008 Luc Fournier ha proposto ad ogni membro della commissione di dimettersi dalla SCSEAV per consentirne lo scioglimento. Al termine del periodo di riflessione, fissato al 30 ottobre 2008, due rappresentanti dell'università (...) non avevano risposto favorevolmente a questa proposta.

Non ci resta che deplorare che i membri della SCSEAV non abbiano colto questa occasione per assumere le proprie responsabilità e por dunque termine a questa brutta commedia. È assolutamente fuori dubbio che solo sciogliendo questa sotto-commissione e sostituendone i componenti che non svolgono un'attività soddisfacente, si potrà por termine a questa situazione inaccettabile (...).

Per tutti questi motivi e alla luce di quanto precede, ringraziamo anticipatamente gli egregi Presidente e Consiglieri di Stato, di rispondere ai seguenti interrogativi:

- 1) tra il 1° novembre 2007 ed il 1° novembre 2008, la SCSEAV ha ricevuto dall'autorità 67 nuove domande di esperimenti animali, per esame. Quanti preavvisi ha emesso la SCSEAV (ad eccezione dei rappresentanti della LSCV) durante questo lasso di tempo?
- 2) Tra il 1° novembre 2007 ed il 1° novembre 2008, quanti controlli di stabulari o esperimenti sono stati effettuati dai componenti della SCSEAV (ad eccezione dei rappresentanti della LSCV) ?
- 3) Alla luce delle informazioni derivate dalle domande 1 e 2, il Consiglio di Stato è soddisfatto del lavoro della SCSEAV?
- 4) In caso di risposta negativa, quali provvedimenti intende assumere per por termine a questa situazione?

Ringraziandovi per l'attenzione che non mancherete di prestare alla presente ed in attesa di un vostro cortese riscontro, cogliamo l'occasione per porgere distinti saluti.

Thônex, 19 novembre 2008. Maxime Moret, Presidente

che rallegrarci! Se non sono contenti, non possiamo che incoraggiarli ad abbandonare al più presto i loro stupidi esperimenti e ad impegnarsi in una strada che sia veramente al servizio della salute pubblica e senza sofferenza animale.

Oltre alle sedute di lavoro cantonale, Daniel e Luc hanno preso parte alle due riunioni annue del **KTT** (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierschutzkommissionen) che raggruppa i membri attivi della protezione degli animali che siedono nelle commissioni dei cantoni di Basilea, Zurigo, Berna, Vaud, Ginevra e Friborgo. La prima è stata organizzata dallo Stiftung für das Tier im Recht (TIR) a Zurigo il 29 aprile 2009, e la seconda presso la sede della Protezione svizzera degli animali (STS) a Basilea l'11 novembre 2009. Queste riunioni offrono l'opportunità di discutere di dossier o di problemi riscontrati in seno alle commissioni cantonali, dove i rappresentanti della protezione degli animali sono sempre minoritari. Sono inoltre un'occasione per stabilire contatti tra membri di associazioni provenienti da tutta la Svizzera.

Ci succede a volte di ricevere il «consiglio» da parte di altri organismi di protezione degli animali di ritirarci da queste commissioni. Taluni pensano in tal modo di rimanere «integri», rifiutando il «compromesso con i vivisezionisti». Questo tipo di dichiarazioni costernanti ha il dono di farci infuriare. La pratica della sedia vuota non fa altro che favorire i vivisezionisti e certamente non gli animali. Questi consigli provengono generalmente da benpensanti confortevolmente seduti nelle loro poltrone. Dimenticano che mentre fanno queste dichiarazioni, migliaia di animali soffrono negli esperimenti svolti nei nostri laboratori. La legge è debole, non tutela sufficientemente gli animali da un sacco di esperimenti che in ultima analisi sono perfettamente inutili ed i cui risultati finiscono in un cassetto. Qualsiasi sofferenza evitabile immediatamente, va assolutamente evitata. Gli 8'000 animali soppressi nel 2009 nel cantone di Ginevra saranno pure una goccia d'acqua, ma sono pur sempre una realtà. Non c'è dubbio che gli scienziati che svolgono ricerche in questo cantone preferirebbero anche loro avere una commissione alibi, come quella in Ticino, nei Grigioni, a Lucerna e a Neuchâtel.

Il nostro ruolo è invece proprio quello di continuare a lottare affinché i cosiddetti «rappresentanti della protezione degli animali» che siedono in queste

commissioni, senza saper veramente cosa ci stanno a fare, siano sostituiti al più presto.

Commissione ginevrina per la protezione degli animali (CCCPA)

L'operatività di questa commissione rimane unica in Svizzera in quanto già da una ventina d'anni consente ai suoi componenti di controllare tutte le aziende che detengono animali a scopi professionali. Si tratta di canili, commerci e parchi zoologici, allevamenti di animali da rendita (mucche, maiali, ecc.), maneggi equestri, ecc.

Diversamente da quanto accade in molti altri cantoni, quando si sospettano cattive condizioni di detenzione, non c'è bisogno di implorare il veterinario cantonale perché decida di procedere ad un « controllo ». Nè di scongiurarlo di darci un resoconto del controllo effettuato, generalmente rifiutato con il pretesto della protezione dei dati. A Ginevra, la CCCPA può recarsi in qualsiasi luogo, in qualsiasi momento e senza alcun preavviso. Successivamente comunica un rapporto di controllo all'autorità cantonale, che a sua volta informa la commissione quanto alle misure o sanzioni adottate. Questa situazione di perfetta trasparenza spiega lo scarso numero di violazioni gravi osservate negli ultimi dieci anni. Tra i 10 membri di questa commissione, che riunisce uno zoologo, allevatori, due veterinari e due rappresentanti della protezione degli animali, Luc rappresenta la Lega dal 1997. Presiede inoltre l'attività di controllo degli animali da rendita.

Purtroppo questa situazione eccezionale potrebbe scomparire prossimamente. Il nuovo veterinario cantonale, nominato a fine 2007, sembra restio ad adattarsi all'esistenza di questa commissione, che tutto sommato lo obbliga a fare il suo lavoro. Dal 2008 si è adoperato tranquillamente - e piuttosto maldestramente - per la soppressione della CCCPA, che potrebbe essere ufficialmente annunciata nel corso del 2010. La Lega ha già reagito nel maggio 2009 interpellando il Consiglio di Stato, con il sostegno della maggior parte degli altri componenti della commissione. Qualora la CCCPA fosse soppressa, abbiamo previsto diverse azioni pubbliche volte a ripristinarla. Sul nostro prossimo giornale dovremmo essere in grado di darvi maggiori informazioni.

Dal 2006 Luc rappresenta la Lega anche in seno alla **Commissione per la diversità biologica** ed alla **sotto-commissione della fauna**. Poiché la caccia è vietata in questo cantone dal 1974 in seguito ad una votazione popolare, il ruolo della sotto-

commissione consiste nell'individuare soluzioni che consentano di evitare l'uccisione di animali selvatici quando sono troppo numerosi o danneggiano le colture.

Presidenza di posizione

Da qualche anno, la Lega si adopera per prendere parte alla messa in consultazione, da parte del Consiglio federale o delle sue amministrazioni, dei testi di legge in materia di animali.

Nel 2009, abbiamo comunicato la nostra presa di posizione relativamente a tre ordinanze:

le prime due erano in consultazione dal 12 febbraio al 14 aprile e riguardavano il censimento degli esperimenti animali in una banca dati on-line, nonché il controllo della produzione di animali transgenici nei laboratori. La nostra presa di posizione è stata resa pubblica sotto forma di un comunicato-stampa comune insieme agli organismi svizzeri tedeschi Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Stiftung für das Tier im Recht e Zürcher Tierschutz. Un resoconto di questa presa di posizione è stato pubblicato sul n°24 del nostro giornale del mese di giugno 2009.

Nel settembre 2009 l'UFV ha pubblicato il suo rapporto sulla messa in consultazione di queste due ordinanze, in cui si può leggere che gli 80 pareri pervenuti provenivano da 17 cantoni, 1 partito politico (radicale), 2 veterinari cantonali, 2 commissioni cantonali di sperimentazione animale, 4 ditte farmaceutiche, 7 università e EPF e 12 organismi di protezione degli animali. Questi due rapporti presentano dettagliatamente ogni singola posizione e possono essere consultati sulla home page del nostro sito internet accedendo al mese di settembre 2009. Le ordinanze non dovrebbero essere finalizzate prima della fine del 2010.

La nostra terza presa di posizione, comunicata il 19 novembre 2009, riguardava la modifica dell'ordinanza agricola sulla dichiarazione. La nostra posizione intendeva anzitutto sostenere il lavoro svolto in questo settore dall'organismo KAGfreiland.

Sostegno ai metodi alternativi (o sostitutivi)

Cattedra di insegnamento dei metodi alternativi

Grazie alle azioni intraprese da Egon Naef, è stata scelta l'Università di Ginevra per accogliere in Svizzera la prima cattedra dedicata all'insegnamento dei metodi

Dossier « Vivisezione autorizzata in Svizzera su 100 uccelli di una specie iscritta su lista rossa »

In seguito alla denuncia sporta nel marzo 2007 contro i responsabili di esperimenti che hanno causato la morte di diversi uccelli (vedi i nostri giornali precedenti), la Procura di Soletta ha confermato, il 27 agosto 2009, le violazioni della legge sulla protezione degli animali ed esteso l'azione penale contro il dott. Bize e l'Ufficio veterinario cantonale di Soletta.

Il dossier aveva preso una brutta piega nell'aprile 2009, dopo che la Commissione sulla sperimentazione animale del cantone di Zurigo, aveva minimizzato le sofferenze degli uccelli ed assicurato che la metodologia sperimentale era giustificata.

Abbiamo vivamente contestato il merito di questa perizia nel giugno 2009. Luc Fournier e Walter Dietrich della SPA di Friborgo, in qualità di componenti rispettivamente della Commissione ginevrina e della Commissione friborghese, hanno dimostrato che la perizia zurighese comportava incoerenze, anzi, peggio ancora, non motivava le sue prese di posizione. Era pertanto impossibile sapere su quali argomenti scientifici si fondavano. La Procura di Soletta ha finalmente deciso di dirigere l'azione su due reati riconosciuti. Deludente, se si pensa alla mostruosa inutilità di questo esperimento, al contenuto ampiamente documentato del nostro dossier ed all'atteggiamento sprezzante dell'autorità cantonale. Ma alla luce dei considerando della commissione zurighese, che aveva qualità di perito, è sempre meglio di niente!

L'audizione del dott. Bize e dell'UVC da parte di un giudice è prevista per il 12 marzo 2010. La causa, di cui la Procura ha svolto l'istruttoria, dovrebbe essere trattata rapidamente e la sentenza dovrebbe intervenire prima della prescrizione.

Ringraziamo sentitamente Walter Dietrich, veterinario, per il suo sostegno in questa controperizia; la dott.ssa Christiane Haupt, Presidente dell'associazione tedesca per i rondoni (Deutsche Gesellschaft für Mauersegler e.V.) e la signora Clarice Allemann, all'origine della denuncia e che continua a seguire questo dossier molto da vicino.

I nostri ringraziamenti vanno anche ai nostri soci dei cantoni delle città di Bienna, Soletta, che sono intervenuti presso numerose istanze per impedire al dott. Bize l'accesso alle colonie di rondoni.

Infine, un immenso grazie all'avvocato Mathias Reinhart di Soletta, cui abbiamo dato mandato a partire dal novembre 2007 per sostenere giuridicamente questo dossier. È in parte grazie al suo coinvolgimento ed ai suoi numerosi interventi presso la Procura che la denuncia non è semplicemente archiviata come generalmente succede per i reati le cui vittime sono gli animali. Lo ringraziamo inoltre per la « modesta » parcella che ci ha chiesto. Grazie a questo, le spese complessive sostenute a tutt'oggi per questo dossier sono inferiori a Fr 4'000.--.

alternativi. Il provveditorato si è impegnato a sostenere diversi costi ma l'importo annuo di Fr 300'000.-- per il finanziamento della struttura formativa post-grade doveva essere sostenuto per cinque anni da fondi privati. Egon Naef ha sollecitato diversi organismi privati ed è riuscito a riunire il finanziamento concordato. La fondazione Doerenkamp-Zbinden verserà annualmente Fr 200'000.--, la LSCV Fr 50'000.--, la SVPa Fr 20'000.--, la Fondazione Naef Fr 10'000.--, la Fondazione Wachtl Fr 10'000.-- e la Lega per la difesa degli animali del Canton Vaud Fr 10'000.--. La cattedra è stata inaugurata il 5 marzo 2009 all'Università di Ginevra in presenza di oltre 250 scienziati e studenti. Il Professor Cosson, titolare della cattedra, ha presentato le ambizioni e gli obiettivi per l'inizio della docenza prevista per il nuovo anno accademico. Un bilancio di questo primo anno di docenza sarà pubblicato sul nostro giornale del settembre 2010. Teniamo a ringraziare ancora una volta Egon Naef per il suo coinvolgimento, il suo dinamismo e soprattutto il suo ottimismo! Senza tutte queste qualità, probabilmente questa cattedra non avrebbe mai visto la luce.

InterNICHE

Si tratta di una rete internazionale che raggruppa studenti e docenti che militano a favore della sostituzione degli animali nella ricerca e nell'insegnamento. Nel 2009, la Lega ha sostenuto per Fr 40'000.-- diverse azioni mirate, tra cui la partecipazione d'InterNICHE a diversi seminari in America latina (Perù, Messico e Brasile) e convegni, tra cui il congresso mondiale delle alternative svoltosi a Roma nel mese di settembre. Un'altra azione da noi sostenuta è il progetto di un film da tradurre in diverse lingue, che illustra le possibilità di sostituzione degli animali nel corso degli studi veterinari (anatomia, chirurgia, farmacologia, ecc.).

Rivista ALTEX

Principale rivista scientifica in materia di metodi sostitutivi, è pubblicata in inglese e tedesco e distribuita in tutto il mondo tramite abbonamento, in versione cartacea o elettronica. Il dott. Daniel Favre è membro del suo Comitato direttivo fin dalla creazione di ALTEX Edition alla fine del 2006. Il coinvolgimento finanziario della Lega è di Fr 7'500.--all'anno.

Ricerca e sviluppo

La Lega ha rilasciato un nuovo prestito di Fr 50'000.-- ad un laboratorio che dal 2006 va sviluppando, a partire da tessuti umani provenienti da biopsie effettuate in ospedale, modelli cellulari che consentono di studiare patologie del sistema respiratorio umano. Nel 2009, la commercializzazione di

questi modelli ha consentito di sostituire l'utilizzazione di migliaia di topi transgenici, abitualmente utilizzati per lo studio di queste patologie.

Sintesi di proteine in vitro

Iniziati nel 2008, i lavori del dott. Daniel Favre in seno al laboratorio di biotecnologia cellulare del Politecnico federale di Losanna (EPFL), si sono conclusi nell'agosto 2009. Ricordiamo che questi lavori devono consentire la sintesi di proteine in vitro, a partire da colture di cellule senza siero, in grandi volumi. Il successo del suo lavoro deve consentire la sostituzione delle migliaia di conigli attualmente utilizzati ogni anno. Questi conigli sono anzitutto anemizzati con fenilidrazina prima di essere uccisi. Il loro sangue viene poi recuperato e centrifugato per poterne estrarre il lisato di reticolociti che serve alla sintesi delle proteine.

I risultati conseguiti da Daniel sono un vero successo. Le cellule cresciute in sospensione in bioreattori che possono raggiungere diversi litri, hanno consentito la produzione di soluzioni pronte per l'uso. Queste soluzioni consentono sia la sintesi delle proteine in vitro mediante traduzione diretta di un ARN messaggero, che l'accoppiamento trascrizionale/tradizionale con l'utilizzazione di plasmidi di interesse in presenza degli enzimi addizionali richiesti.

Alla luce di questi risultati, ora è possibile ipotizzare la produzione di un kit commerciale in quanto il costo di produzione di questi estratti è nettamente inferiore ai kit tradizionali a partire da sangue di conigli anemizzati.

La Lega ha finanziato finora la totalità del progetto, per un importo di Fr 110'000.-- ma si ricerca un finanziamento più importante per consentire la produzione del kit. La Fondazione Ricerca 3R ha già rifiutato di partecipare al finanziamento, sostenendo tra l'altro che « non consente di salvare un numero sufficiente di conigli » (!)

Questo progetto è attualmente in fase di valutazione presso una ditta biotecnologica svizzera.

Manifestazioni - ZUGETIVE 2009

«Insieme contro la sperimentazione animale»

La seconda edizione della nostra giornata d'azione e manifestazione per l'abolizione della vivisezione, organizzata dalla Lega, l'ATRA e l'AGSTG, si è svolta in Piazza Georges-Python a Friborgo il 19 settembre 2009. Il resoconto di questa manifestazione è stato pubblicato sul n° 26 del nostro giornale di dicembre 2009.

Alla lucedella mole dilavorochel'allestimento di questo tipo di manifestazione esige, ci rincresce che vi abbia preso parte soltanto

qualche centinaio di persone. È poco paragonato ai circa 30'000 soci delle nostre tre associazioni riunite. Può essere che molti di noi siano già regolarmente sollecitati a partecipare a numerose attività di ogni tipo. Ma una manifestazione di questa portata la organizziamo solo una volta all'anno ed è un peccato che non riesca ad attrarre un maggior numero di simpatizzanti, tanto più che per allestire un evento di questo tipo, ci vogliono molto tempo e denaro: scambio di lettere con i diversi dipartimenti cantonali per prenotare uno spazio, gestire lo smaltimento dei rifiuti ed assicurare l'alimentazione in acqua ed elettricità del sito; contattare le ditte di montaggio e smontaggio delle tende, organizzare il noleggio o l'acquisto del materiale (friggitrice, grill, piatti compostabili, audio, ecc) per garantire il funzionamento del bar, del ristorante vegan nonché lo svolgimento delle conferenze. Rappresentanti di Lega, ATRA e AGSTG si erano recati sul posto nel maggio 2009 per una ricognizione dei luoghi, e Luc è dovuto tornare in agosto per discutere con la polizia delle condizioni di svolgimento del corteo per le strade di Friborgo. Per finire, le spese complessive inerenti allo svolgimento di ZUGETIVE ammontano a Fr 10'000.-- (ripartiti fra le tre organizzazioni), che non è poco.

Parallelamente a questa manifestazione, una delegazione di Lega, ATRA e AGSTG, ha depositato il 16 settembre 2009 presso la segreteria del Gran Consiglio friborghese, le 19'116 firme della petizione « No agli esperimenti sulle scimmie presso l'Università di Friborgo ». Abbiamo indirizzato una lettera esplicativa ai membri della Commissione delle petizioni del Gran Consiglio in cui chiedevamo la cessazione degli esperimenti effettuati sugli animali dall'Università motivando l'interesse di sviluppare un polo di ricerca dedicato ai metodi sostitutivi. Il 4 dicembre 2009, questa Commissione, che normalmente è chiamata a decidere del seguito da dare ad una petizione entro cinque mesi, ci ha scritto che « tenuto conto della complessità dell'argomento, l'analisi di questo caso potrebbe richiedere più tempo. I membri della Commissione utilizzeranno questo lasso di tempo per affinare l'esame del caso sottoposto ». Aspettiamo pertanto il seguito.

Quanto alla petizione, ci è rincresciuto di non aver raggiunto la cifra simbolica di 20'000 firme, anche se le 19'116 firme raccolte in tre mesi sono già un risultato notevole. Peccato però che continuiamo a ricevere fogli di firme parecchie settimane dopo la data limite citata nella petizione stessa. Alla Lega abbiamo infatti ricevuto una quarantina di fogli con oltre 350 firme, ma essendo fuori termine, non ci sono state di alcuna utilità.

La posta dei lettori

Ho partecipato alla giornata ZUGETIVE di sabato 19 settembre. La manifestazione è stata bella: gli organizzatori hanno svolto un lavoro ammirabile. C'era proprio tutto : stand informativi, conferenze, film, alimenti vegan... Il corteo ha concluso questa giornata su una nota energica. È stato tutto perfetto.

Ma eravamo così pochi... Perchè ?!

Una manifestazione è un evento estremamente importante, addirittura fondamentale, per far conoscere e progredire un'idea. È uno strumento che consente di formare l'opinione pubblica. E dobbiamo essere numerose e numerosi, di ogni età e condizione, affinchè la gente si renda conto che i difensori della causa non sono soltanto un pugno di emarginati esaltati e sbraitanti, ma una massa importante di persone rappresentative della società nella sua globabilità.

Si tratta di convincere una parte della popolazione abbastanza nutrita da costituire una massa critica la cui opinione, in ultima analisi ed inevitabilmente, genererà il cambiamento che rivendichiamo. Più una manifestazione è ampia, più interessa i media e più la causa che difendiamo troverà un'eco.

Indubbiamente il militantismo non si addice a tutti ma ci sono tanti modi di agire nell'ambito di una manifestazione. L'unica cosa che conta è essere fisicamente presenti. Questa presenza fisica può essere assolutamente silenziosa. E non preoccupatevi, se non vi va di urlare slogan durante il corteo, altri lo faranno al vostro posto. Si tratta di qualche ora della vostra vita, che però avrà ripercussioni importanti sulla sorte dei miliardi di animali torturati, massacrati o sfruttati nel mondo.

Nel campo della vivisezione, le cose vanno avanti, certo, ma troppo a rilento. Penso che sia possibile per ciascuno e ciascuna di noi dedicare un po' del nostro tempo per venire a manifestare pubblicamente e dunque sostenere l'operato di diversi organismi che si adoperano instancabilmente affinchè questa forma di tortura infame scompaia per sempre.

Dopo ogni manifestazione, mi sono sentito migliore, certo di aver fatto la cosa giusta.

Concludo con queste parole : «If not you, who ? If not now, when ?»

Olivier Koelliker - 22 settembre 2009

Consentitemi anzitutto di congratularmi con voi per il vostro giornale. Riuscite a dimostrare che è possibile, nello stesso giornale, informare la popolazione del nostro paese nelle tre principali lingue nazionali, cosa che molte altre ONG non possono vantare. Apprezzo anche le vostre lettere personalizzate in cui ci informate di quanto intraprendete con i doni che ricevete. Vi incoraggio calorosamente a portare avanti la vostra azione contro le inutili sofferenze inflitte alle altre creature viventi.

Personalmente, deploro il posizionamento radicale ed addirittura violento che certi fanatici assumono per difendere questa causa. Non ho un'opinione positiva del signor Vasella, in particolare per via delle remunerazioni esorbitanti che si concede, come se fosse l'unico a lavorare in questa azienda, ma non posso assolutamente approvare gli attentati perpetrati contro di lui o contro la sua famiglia. Questi metodi non rientrano nelle nostre tradizioni democratiche. In Svizzera disponiamo di strumenti legali per tutelare i nostri fratelli animali contro la crudeltà. Gli attacchi di cui il signor Vasella è stato vittima sono addirittura, a mio parere, controproducenti e, ben lungi dal rinforzare la nostra causa, rischiano di discreditarla.

Vi propongo pertanto di assumere, nel vostro prossimo numero, una presa di posizione inequivocabile condannando chiaramente e fermamente tutti i metodi violenti.

Vivian Stancheris - 13 ottobre 2009

A proposito delle violenze contro NOVARTIS

Ricordiamo che nel luglio ed agosto 2009, un certo numero di ignoti ha condotto diverse azioni contro Daniel Vasella, onnipotente dirigente della ditta farmaceutica Novartis. Dopo la profanazione della tomba della madre a Coira e la sottrazione delle sue ceneri, ha preso fuoco il suo chalet situato su un terreno di 4000 ettari nel Tirolo austriaco, utilizzato per le partite di caccia, riducendo in cenere tra l'altro anche la sua « collezione » di trofei. Conosciuto dal pubblico soprattutto perché è il dirigente più pagato in Svizzera, con uno stipendio annuo di 20 milioni di franchi, si è rivelato sotto una nuova luce grazie per l'appunto all'incendio del suo « chalet »: non solo si guadagna la vita sulla sofferenza di centinaia di migliaia di animali confinati nei suoi laboratori, ma per di più il week-end si rilassa ammazzando altri animali sulla sua proprietà tirolese.

Queste azioni hanno suscitato anche l'interesse dei media. Allorchè solitamente la vivisezione non suscita il minimo interesse da parte loro, non avranno mai parlato così tanto di questo argomento. Improvvisamente alcuni di loro hanno manifestato un grande interesse per la nostra manifestazione ZUGETIVE, addirittura pronosticando che avrebbe potuto degenerare in disordini e violenze contro l'Università di Friborgo. Stampa e radio hanno dunque parlato dell'evento, ciò che si è rivelato molto utile per far sentire le nostre rivendicazioni.

Malgrado tutto, le azioni perpetrare contro Daniel Vasella provocano un indubbio malessere. Com'è possibile ridursi a dissotterrare le ceneri di una defunta per cercare di ottenere soddisfazione per le proprie rivendicazioni? Se la vita è sacra, dovrebbe esserlo anche il rispetto dei morti. Alla domanda se il fine giustifica i mezzi, la risposta è chiaramente no. Siamo perfettamente consapevoli che utilizzare le vie « democratiche » per far cambiare le cose può risultare lungo e fastidioso, e che ci sia chi è ridotto ad imboccare la via della violenza per alleviare immediatamente le sofferenze animali. Ma azioni di questo tipo non dovrebbero mai ledere la salute né la dignità di una persona.

Stand

Per il terzo anno consecutivo, la Lega era presente al salone « Animalia » al Palais de Beaulieu a Losanne il 17 e 18 ottobre 2009. Per la prima volta vi abbiamo tenuto uno stand di presentazione di prodotti cosmetici non testati sugli animali. Si trattava delle marche certificate bio Li Cosmetic, Farfalla e Primavera Life.

Nel corso dell'anno abbiamo allestito numerosi altri stand. Ringraziamo Suzanne Wachtl per i numerosi stand, in particolare contro la corrida ed il foie gras, che organizza da molti anni e che offrono l'occasione di raccogliere un gran numero di firme. Ringraziamo inoltre Michèle Loisel e Sylvie Benoît che da molti anni allestiscono stand nel cantone di Neuchâtel. Infine un ringraziamento particolare a Laurianne Nicoulin e Anne Atjecoutay per la loro costante disponibilità a tenere stand e per la loro partecipazione ad eventi particolari come Animalia e ZUGETIVE.

La Lega ha inoltre sostenuto l'azione « Per una Migros senza foie gras » indetta dall'associazione « MIGRAS », costituita per l'occasione, i cui membri provengono per lo più dal gruppo militante attivo « Lausanimaliste ». Sono state indette molte azioni soprattutto in novembre e dicembre 2009 : manifestazioni davanti o all'interno di negozi, stand, distribuzione di volantini ecc. Il sostegno finanziario della Lega è stato di Fr 5'000.-- che comprende la stampa di 142'000 cartoline postali di protesta, 120'000 delle quali sono state inserite nel giornale della Lega nonché una partecipazione alle spese generali (stampa di volantini, bandierole, ecc.).

Inserzioni e pubblicità

Le nostre campagne inserzionistiche sui giornali si sono impegnate principalmente sul sostegno ai metodi alternativi. Le difficoltà finanziarie cui la stampa deve far fronte ha avuto almeno il vantaggio

di consentirci di pubblicare inserzioni full-page che normalmente sono carissime. Si trattava di inserzioni in inserti del Blick e dell'Hebdo nonchè diversi settimanali regionali.

Alcune inserzioni contro la pelliccia sono state inoltre pubblicate in riviste come Elle, Paris Match e Jeune et Jolie.

La Lega ha inoltre indetto un concorso di manifesti « Per la sostituzione delle sperimentazioni animali con nuovi metodi sostitutivi » il 1° dicembre 2009. Il termine per la presentazione dei progetti è stato fissato al 15 marzo 2010.

La consegna dei premi per i manifesti francofoni si svolgerà mercoledì 24 marzo 2010 presso la Galleria ANIMISTespace, rue Louis-Aubert 4, 1206 Ginevra

www.animistespace.ch

La consegna dei premi per i manifesti svizzeri tedeschi si svolgerà mercoledì 31 marzo 2010 a Zurigo, presso il Kunstraum Walcheturm, Kanonengasse 20, 8004 Zurigo

www.walcheturm.ch

Queste premiazioni sono aperte al pubblico e speriamo di vedervi numerosi in queste due occasioni. Le informazioni sugli orari e le date delle mostre sono sulla home page del nostro sito Internet.

L'affissione per le strade dei 1200 manifesti F4 e F12 si svolgerà dal 19 maggio al 2 giugno 2010.

Aiuto ai rifugi e campagna di castrazione

La Lega sostiene ogni anno una ventina di rifugi o centri di cura per animali e finanzia campagne di castrazione e sterilizzazione di gatti randagi. Nel 2009, l'importo complessivo dedicato a queste azioni è stato di Fr 122'618.--, di cui Fr 25'873.-- per le campagne di castrazione e la presa in carico delle spese veterinarie. Tra gli aiuti che abbiamo elargito, i seguenti sono stati di un importo pari o superiore a Fr 1'000.--:

Berna : Fr 1'000.-- ad un centro animalista, Fr 1000.-- ad un rifugio per cani, Fr 3'000.-- ad un rifugio per gatti. Ginevra : Fr 1'500.-- ad un rifugio per cavalli. Giura : Fr 2'000.-- ad un rifugio per animali. Lucerna : Fr 1000.-- ad un rifugio per animali. Neuchâtel : Fr 3'000.-- per la presa in carico di spese veterinarie ed aiuto all'allestimento di un rifugio per cavalli, Fr 1'000.-- ad un rifugio per gatti. Ticino : Fr 2'000.-- per la presa in carico delle spese veterinarie di un rifugio per cani. Vallese : Fr 1000.-- ad un rifugio per animali. Vaud : Fr 4'000.-- ad un rifugio per cavalli.

Tutti questi aiuti vengono elargiti previo esame di ogni singolo caso ed approvazione da parte della maggioranza dei membri del Comitato nazionale. La maggior parte degli aiuti sono concessi a rifugi conosciuti

da lunga data. Da diversi anni Suzann Karagöz si occupa anche della campagna di sterilizzazione e castrazione di gatti randagi del cantone di Ginevra. Gli animali sono castrati e marcati all'orecchio prima di essere nuovamente immessi nel luogo in cui sono stati catturati, e poi regolarmente nutriti. Mantenendo stabile la popolazione di gatti selvatici in una determinata area, si cerca di evitare la proliferazione ed in ultima analisi l'eutanasia o l'uccisione, come praticato in numerosi cantoni da guardiacaccia o cacciatori privati. Il finanziamento annuo della Lega per questa campagna varia tra Fr 10'000.-- e Fr 15'000.--. È esclusivamente dedicato al rimborso delle sterilizzazioni e castrazioni effettuate da diversi studi veterinari.

Da numerosi anni, la LSCV non concede più fondi all'estero per sostenere rifugi o campagne di sterilizzazione e castrazione per via della difficoltà di seguire da vicino i progetti e controllare l'utilizzazione degli aiuti. L'unica eccezione è un rifugio SPA in Alta Savoia (F) con il quale la LSCV ha stretti legami e collabora su certi dossier connessi alla sperimentazione animale. Nel 2009, questo rifugio ha ottenuto Fr 3'000.--, che gli hanno consentito di far fronte a spese impreviste.

Talvolta siamo interpellati relativamente al sostegno finanziario che concediamo ai rifugi, segnatamente sul fatto che non dovremmo spendere fondi per azioni che esulano dalla sperimentazione animale. È bene far presente in primo luogo che la menzione « e per i diritti dell'animale » che completa la denominazione della Lega trae origine da una decisione assunta dall'Assemblea generale negli anni novanta, che mirava a sostenere anche azioni di protezione degli animali in una sfera più ampia. Questa decisione è tuttora sostenuta dall'insieme del Comitato nazionale, i cui componenti provengono sostanzialmente da organismi di protezione degli animali più generalisti.

Un altro motivo del nostro impegno è che la protezione degli animali soffre crudelmente di divisioni e dissensi interni. Il nostro paese conta oltre un centinaio di organismi di protezione degli animali ma quasi tutti sono in conflitto con uno o più organismi sicché in fin dei conti ciascuno porta avanti le proprie azioni a dipendenza dei mezzi di cui dispone. Ma isolati si ha ben poco impatto presso il pubblico ed i media. In parole chiare, il nostro isolamento serve soltanto a chi ha tutto da guadagnarci a praticare una protezione degli animali indebolita. Per questo motivo, la Lega cerca di mantenere una buona collaborazione con un massimo di organismi di protezione degli animali, perchè in fin dei conti, più numerose sono le istanze che riferiscono sulle nostre azioni, maggiori

sono anche le possibilità di essere sentiti. E quando questi organismi indicano un'azione o fronteggiano un problema finanziario, la Lega cerca a sua volta di sostenerli.

Infine, se il coinvolgimento finanziario può apparire cospicuo, forse è perchè non lo si correla ad altri introiti scaturiti da questi aiuti. Per esempio vi sono privati che fanno doni alla Lega « perchè abbiamo sostenuto » il rifugio X quando attraversava una fase difficile. Possiamo citare anche un lascito di cui la Lega è stata beneficiaria. Riguarda un edificio trasformato in rifugio per gatti negli anni 1990. La signora sola ed anziana che se ne occupava, ad un certo punto non riusciva più a far fronte alla situazione. Circa 80 gatti selvatici erano confinati in diversi locali, le cui finestre otturate non lasciavano più entrare né aria né luce. L'odore di urina era insopportabile e l'aria satura di umidità era praticamente irrespirabile. Davanti alla gravità del problema, e non essendo gli animali collocabili, l'autorità cantonale si è trovata a dover scegliere tra due soluzioni: eutanasiare tutti gli animali o mettere a norma le condizioni di custodia. Sollecitata dalla veterinaria cantonale, la Lega ha accettato di finanziare il materiale per un totale di Fr 5'000.--. Un membro del Comitato ha organizzato l'acquisto e la consegna del materiale e si è recato sul posto per costruire i recinti, a titolo volontario. Due mesi dopo i gatti potevano finalmente scoprire il loro nuovo ambiente di vita, correre, arrampicarsi e soprattutto respirare aria fresca. Per la Lega, il dossier era chiuso. Fine 2007, ossia una decina di anni dopo il nostro aiuto, un notaio ci ha informati del decesso dell'anziana signora che ci lasciava la proprietà sulla quale avevamo costruito i recinti. La vendita di questo terreno, prevista per il 2010, dovrebbe costituire un'importante entrata finanziaria per la Lega.

Conclusioni

Avete sicuramente notato che quest'anno il rapporto di attività è piuttosto denso. Infatti, abbiamo ritenuto importante dettagliare più precisamente le nostre azioni con i relativi costi, affinchè il lavoro svolto nel 2009 testimoni quanto più fedelmente del nostro coinvolgimento. E forse anche per suscitare nuove vocazioni tra i nostri Soci. Il Comitato sarebbe molto lieto di accogliere nuove forze vive, in particolare sul versante svizzero tedesco. Non esitate a contattare Maja presso l'ufficio della Lega. Saprà rispondere a tutte le vostre domande e, ci auguriamo, convincervi dell'importanza del vostro coinvolgimento personale!

Max Moret, Presidente

INVITATION

Assemblée générale annuelle

Samedi 27 mars 2010 à 14h00

Galerie ANIMISTespace

Avenue Louis-Aubert 4, 1206 Genève
Gare Cornavin ▶ Place 22 Cantons: Bus n°3
arrêt Crêts-de-Champel, trajet: 25 minutes

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée
2. Rapport du président
3. Rapport de la trésorière et des vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Election d'un vérificateur aux comptes
6. Admissions/Démissions
7. Divers

Cette invitation tient lieu de convocation

Un contrôle des membres sera effectué à l'entrée. Présentation de la première page du journal avec votre nom et numéro de membre obligatoire.

EINLADUNG

Jährliche Generalversammlung

Samstag, 27 März 2010 um 14.00 Uhr

Galerie ANIMISTespace

Avenue Louis-Aubert 4, 1206 Genf
Bahnhof Cornavin ▶ Place 22 Cantons : Bus n°3
Haltestelle Crêts-de-Champel, anfahrt: 25 Minuten

Traktanden

1. Vorlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht des Präsidenten
3. Bericht der Kassiererin und der Rechnungsprüferinnen
4. Diskussion und Abstimmung betreffend der beiden Berichte
5. Wahl eines Rechnungsprüfer
6. Aufnahmen/Austritte
7. Verschiedenes

Diese Einladung gilt als offiziell

Eine Zählung der anwesenden Mitglieder erfolgt am Eingang. Wir bitten Sie, die erste Seite dieser Zeitung mit Namen und obligatorischer Mitgliedsnummer vorzuweisen.

INVITO

Assemblea generale annua

Sabato 27 Marzo 2010 alle ore 14.00

Galerie ANIMISTespace

Avenue Louis-Aubert 4, 1206 Genève
Gare Cornavin ▶ Place 22 Cantons : Bus n°3
fermata Crêts-de-Champel, tragitto: 25 minuti

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea
2. Rapporto del Presidente
3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto sui due rapporti precitati
5. Elezione di un verificatore ai conti
6. Ammissioni/Dimissioni
7. Varie

Come convocazione

Si procederà ad un controllo dei soci all'entrata. Presentazione obbligatoria della prima pagina del giornale con il vostro nome e numero di socio.

